

Le Nouveau Courrier

Traité d'esthétique

Roman

Bienvenu MBAKOU

Auteur

Résumé

Marc Joseph est musicien noir de jazz qui doit quitter l'Afghanistan conquis par les Talibans et les islamistes après vingt années de guerre nées des attentats du 11 septembre 2001 aux USA.

Edgard Faste est un médecin venu enquêter à Kaboul sur un variant de coronavirus Covid 19 nommé Edith que l'OMS pense être très dangereux que Delta ou Alpha et tous les variantes qui existent.

Elisabeth Canes est une fille prostituée perdue dans ce centre-ville de Kaboul dont les étrangers ne cessent de fuir pour échapper à la vindicte populaire et aux Talibans.

Nathalie Emile une autre fille professeur de français à l'Université de Kaboul tentant aussi de rejoindre ses parents en France après la débâcle de l'armée américaine.

Tous ses quatre personnages ont un lien en commun d'être recherché par les Talibans et sont inscrits sur la liste noire de ses extrémistes religieux au motif qu'ils détiennent la clé du grand temple de Bouddha de Bamyan où se trouve caché le mystère de la lutte des parts sur la richesse mondiale dont la pandémie de Covid 19 tire son origine.

Le nouveau courrier est le dernier vol affrété par l'armée américaine qui doit emmener tous les ressortissants occidentaux et tous ceux désireux de quitter l'Afghanistan à temps avant la dernière tempête sismique telle que le décrit un mystérieux Jonas Batte physicien volcanologue qui a contraint l'administration Biden à retirer ses troupes avant ce séisme qui détruirait une partie de l'Asie extrême et ferait plus des morts que la seconde guerre mondiale.

Pourquoi ses quatre passagers manquent à l'appel ce 31 Aout 2021 à l'aéroport de Kaboul avant le décollage du géant cargo militaire dirigé par le général Arthur Fest des forces spéciales américaines en charge pour sortir de Kaboul ses quatre délégués de la CIA sous le giron de Jonas Batte dont la mission est de fixer la nouvelle donne après le tremblement de terre qui arrivera dans les ultimes instants de la fuite de Kaboul.

Le 24 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine et déclenche les hostilités en Europe entre l'OTAN et la Russie d'une part et les alliés de l'Ukraine et la Russie avec ses partisans d'autre part.

Le nouveau courrier part de ses événements pour aboutir à l'accord de Paris sur le climat.

La Cour

Pointe Noire

La Plainte

Partie Civile

L'administration américaine a demandé que tous ses ressortissants soient évacués de l'Afghanistan menacé par les Talibans qui semblent décisifs et ont du poil sur la bête depuis des mois en obtenant des nombreuses victoires sur tous les fronts et progressent à une vitesse vertigineuse dans cette bataille où notre armée perd du terrain sur l'ensemble du dispositif défensif et offensif que nous avons tenté de mettre partout.

La partie n'est pas gagnée avec la horde de ses extrémistes dans tous les coins de l'Afghanistan qui suscitent une révolution populaire de ce peuple meurtri qui n'aspire qu'à une liberté et à une richesse matérielle.

Nous instruisons un retrait de tous nos troupes afin d'éviter l'escalade née depuis les événements du 11 septembre 2001 dont Al Qu'Aïda et Oussama Ben Laden en a fait sa part du gâteau. Au moment où nous mettons sous presse ses propos plusieurs habitants de ce pays sont pris au piège des Talibans et sans coup férir se trouve sous la menace d'une dictature islamiste et de la charia qui leur priveraient de toutes les libertés que l'homme peut avoir dans son existence.

Nous vous demandons Monsieur le Président du Tribunal, devant la teneur de ses événements planétaires nés du 11 septembre 2001 dont le point d'orgue est la pandémie de Covid 19 qui glisse sur un échec de la politique interventionniste de notre administration à travers le monde, de lire le droit selon l'usage et les règles.

Monsieur le Procureur de la République de ce tribunal de la terre, tous les hommes sont égaux et peuvent bénéficier de tous les privilèges de la loi que vous êtes garant en tant que Ministère public, notre plainte s'adresse aussi à vous en tant que parquet et en charge de cette instruction qui est le monde. Vos réquisitions en feront foi.

Pendant que nous estimons que notre plainte soit fondée sur la nécessité de la survie sur terre et sur la lutte contre toutes les dictatures du monde qui sévissent dans tous les esprits curieux et intégristes dans une hégémonie plurielle dont les abus se dressent sur une longue liste noire malheureusement instruire sur toutes les déviations politiques et idéologiques.

Le monde de ses terroristes islamistes se caractérisent sur la lutte des classes et sur l'anéantissement des valeurs universelles des droits de l'homme consécutifs à une prospérité mondiale vouée sur une liberté économique de l'homme et sur une morale qualitative et spirituelle face à cette obligation diabolique de ses hommes et de ses femmes au service du mal.

Nous espérons trouver en votre juridiction l'espoir d'un traitement judiciaire à l'exemple de toutes les peines en la demande, de cette peine capitale qui en découle au terme de cette présente.

La cour

Pointe Noire

La Peine

Procureur de la République

Nous vous présentons dans notre élément en ce réquisitoire les Talibans organisation née d'un simple fait d'étudiants révoltés par l'étendue du désespoir et de la misère de ce peuple dans cette période des tourments et des résistances face à l'occupant soviétique et à la montée des clivages ethniques, ses étudiants ont initié avec leurs guides et enseignants un mouvement qui va faire mal à toute la planète devant l'anarchie et la dictature communiste, ses intégristes religieux ont su allier la terreur et la sagesse morale en faisant de leur peuple pendant leur règne des condamnés et des proies sans défenses.

Le monde a vite compris la misère qui s'étend devant cette situation alarmante quand arrive les événements du 11 septembre 2001 dirigés par Oussama Ben Laden hôte du Mollah Omar dirigeant des talibans.

Les USA attaquent un pauvre pays et des paisibles habitants en représailles à ses attentats mettant en déroute ses talibans et pendant vingt années ils ont occupés à leur tour ce pays instruisant une démocratie à l'occidentale avec des élections plurielles sans pourtant éradiquer la misère d'un peuple qui est contraint de faire de nouveau confiance à ses bourreaux.

Aujourd'hui, les Talibans ont vaincu la première puissance militaire de la terre et triomphe sur la Tour de Babel comme la première voie devant la grandeur humaine, ils ont trouvé la place haute de leur expression intégriste en donnant une leçon à toute la communauté mondiale et devant les Nations Unies spectatrices et admiratrices de l'exploit des vainqueurs de la tour qui s'effondre malgré, et à l'instant où est écrite l'histoire de l'humanité.

Nous condamnons l'attitude de non-assistance et de mercantilisme du système américain et de toute la communauté mondiale qui n'a pas vu surgir la menace talibane quand s'effondre le 06 octobre 2020 le Capitole devant l'assaut des vaincus des élections présidentielles des USA.

Rien ne prouve que le monde a raison de craindre la présence de ses extrémistes religieux quand le devoir de paix et de la justice passe avant tout face à la terreur idéologique qui fait des victimes à l'échelle mondiale partout où la religion a pris le pas sur la liberté de pensée et de vivre.

De Samuel Bati en France et de plusieurs analystes menacés, le fanatisme religieux musulman et chrétien ne peut nous réjouir devant l'amateurisme de l'administration américaine et mondiale dont le retrait de ses troupes en Afghanistan illustre le passage à l'ère de la victimisation des sans-voix et des sans issus qui quittent l'Afrique à la conquête de la méditerranée.

L'histoire de la terre est mêlée à celle des religions qui ont titularisé le fondé du pouvoir philosophique sur une planète où l'homme supprime sa pensée devant tous les espèces réunis et croit avoir l'autorité immuable et perceptible du savoir sur tout et au détriment de sa pensée unique, l'homme sur terre menace les autres espèces pour une bande de passage en force vers la propriété de consommation alimentaire en dévastant toute biodiversité et toute foresterie coloniale n'en déplaie sans contenu du développement durable.

En la forme de cette instance, vous avez instruction de cette affaire terre dont l'intitulé le nouveau courrier tient du rôle de votre information ouverte pour ainsi et cela nous insistons.

Et au fond nous aimerons que votre tribunal ne soit que votre jugement ne statue en fonction des faits qui condamnent les Talibans dans ce référé de votre mise par la présente.

Taliban, membre du mouvement islamique fondamentaliste d'Afghanistan qui a contrôlé la majorité du pays de 1996 à 2001.

Le mouvement des talibans a été fondé en août 1994 par le mollah Mohammed Omar, dans la ville de Kandahar, au sud de l'Afghanistan. Le nom de *taliban*, qui signifie « étudiant », est censé faire référence aux origines du groupe, bien que la plupart de ses membres aient connu la guerre toute leur vie et n'aient été étudiants que le temps d'une formation religieuse rudimentaire.

Le mouvement des talibans est issu du chaos et des incertitudes de la guerre soviéto-afghane (1979-1988), ainsi que des conflits internes qui l'ont suivie. Pendant les années 1980, l'Afghanistan est occupé par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et dirigé par un gouvernement soutenu par les Soviétiques. La longue guerre qui a opposé l'Afghanistan à l'URSS a été essentiellement menée par les factions moudjahidines avec l'assistance militaire des États-Unis, le Pakistan fournissant également un soutien sous diverses formes, lieux de refuge et entraînement militaire notamment (*voir guerre d'Afghanistan*).

Après le retrait des troupes soviétiques en 1989, une guerre civile éclate entre les factions moudjahidines et le gouvernement central. Les Pachtones, ethnie afghane majoritaire, dominait depuis longtemps les affaires du pays, mais, après le retrait des Soviétiques, c'est une coalition gouvernementale réunissant Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras et autres groupes ethniques minoritaires qui s'installe au pouvoir. Les talibans, qui se présentent au départ comme émergeant des factions moudjahidines, sont essentiellement constitués de Pachtones déterminés à reprendre le contrôle du gouvernement central à Kaboul. Ils sont entraînés et armés par le Pakistan, où vit également une population pachtone numériquement importante. Les talibans se donnent une image de force nouvelle au service de la paix et de l'unité, et de nombreux Afghans, notamment les Pachtones, les soutiennent dans l'espoir de trouver un répit après ces années de guerre.

À la fin de l'année 1994 et au début de 1995, les talibans se déplacent vers le sud et l'ouest de l'Afghanistan et prennent le contrôle de Kandahar et d'autres villes et bourgades, alors sous la domination de compatriotes pachtones. Puis c'est le tour d'Herat et de la plupart des localités situées sur l'axe routier principal du sud et de l'ouest. En février 1995, les talibans atteignent les faubourgs de Kaboul, d'où ils sont délogés par les forces gouvernementales au mois de mars. En octobre, ils lancent une nouvelle offensive sur la capitale. Tout en faisant pleuvoir sur Kaboul bombes et fusées, les talibans poursuivent leur avancée et prennent le contrôle de l'est de l'Afghanistan, puis de la région centrale du pays. Ils continuent à soutenir le siège de Kaboul, la « Babylone », par assauts intermittents, tout au long de l'année 1996, jusqu'à ce qu'ils parviennent à prendre la ville en septembre.

Les troupes gouvernementales s'enfuient, tandis que les Pachtones reprennent le contrôle de la capitale. Peu après la chute de la ville aux mains des talibans, Mohammad Najibullah, dernier président du pays soutenu par les Soviétiques, et son frère Shahpur Ahmadzai, chef de la sécurité, qui avaient l'un et l'autre trouvé refuge dans l'enceinte des Nations unies à Kaboul en 1992, sont entraînés à l'extérieur des locaux par les talibans avant d'être roués de coups, fusillés et pendus sur la place publique.

Après avoir repris le contrôle de Kaboul, les talibans créent un service gouvernemental qu'ils nomment « Ministère pour la prescription de ce qui est bien et l'interdiction de ce qui est mal », afin de faire respecter les règles de conduite « vertueuses ». L'ordre moral imposé par les talibans repose à la fois sur le code tribal pachtone, le pachtownwalli, et sur la *charia* — les règles édictées par ces deux instances pouvant être contradictoires sur certains points. Les chefs talibans proscrirent la musique, ferment les cinémas, brûlent les films et interdisent la consommation d'alcool. Les hommes sont contraints de se laisser pousser la barbe, selon la coutume de l'Islam traditionaliste. On les rassemble pour les fustiger, afin de les inciter à revenir prier dans les mosquées. Les femmes doivent se dissimuler de la tête aux pieds sous un long voile couvrant, le *tchadri*, qui possède pour seule ouverture un rectangle noir de tissage plus lâche au niveau des yeux ; celles qui ne sont pas convenablement vêtues sont battues. Les talibans ferment les écoles de filles, interdisent l'accès des hôpitaux aux femmes, qui n'ont pas le droit de travailler hors de chez elles. En conséquence, les hôpitaux perdent l'essentiel de leur personnel et les enfants des orphelinats sont laissés à l'abandon. Dans un pays où des centaines de milliers d'hommes ont été tués à la guerre, les veuves se retrouvent dans l'impossibilité de travailler, alors qu'elles représentent la seule source de revenu pour leur famille.

Les talibans transmettent les lois et règlements qu'ils édictent *via* Radio Kaboul et par l'intermédiaire de camions équipés de haut-parleurs. Le meurtre, l'adultère et le trafic de drogue sont punis de mort. Les talibans autorisent

également la lapidation des femmes accompagnées d'un homme avec lequel elles n'ont pas de relation de parenté. Parmi les autres règles appliquées figure l'amputation d'une main comme châtiment pour vol. Ces pratiques, réprouvées dans le monde entier, ont alerté un certain nombre d'organisations militant pour les droits de l'homme.

La victoire rapide des talibans à Kaboul en septembre 1996 leur ouvre la voie pour la conquête du reste du pays, et leurs soldats progressent vers le nord jusqu'aux places fortes des Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras, dans les montagnes. Le président Burhanuddin Rabbani et le Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, qui ont pris la fuite lors de la prise de Kaboul, restent dans le nord du pays et continuent la lutte contre les talibans aux côtés d'autres factions. Cette résistance tente de s'organiser au sein d'une alliance entre les différents chefs de l'opposition islamique, dite Alliance du Nord, dirigée par le héros de la lutte contre l'occupant soviétique, le commandant Massoud. En novembre 1996, les talibans sont repoussés vers la capitale.

Les affrontements sporadiques entre talibans et factions du nord, armés par les Russes et les Iraniens, aboutissent à une impasse au début de l'année 1997, la totalité du pays, à l'exception du nord, demeurant sous la coupe des talibans. Des milliers de réfugiés affluent dans les camps organisés par l'ONU, à l'extérieur d'Herat.

Malgré les préoccupations relatives au non-respect des droits de l'homme et à la situation des femmes notamment, les Nations unies et un certain nombre d'autres pays, dont les États-Unis, tentent de maintenir un dialogue diplomatique avec les talibans dans l'espoir de ramener la paix dans la région. Ce dialogue est rompu, en 1998, à la suite du refus des talibans d'extrader le terroriste présumé d'origine saoudienne Oussama Ben Laden, soupçonné d'être l'auteur des attentats d'août 1998 contre les ambassades américaines du Kenya et de la Tanzanie. Le Conseil de sécurité de l'ONU impose l'année suivante, pour les mêmes raisons, des sanctions économiques et commerciales à l'Afghanistan.

En septembre 2000, les talibans contrôlent la quasi-totalité de l'Afghanistan et renforcent leur emprise sur le pays, détruisant notamment les deux bouddhas géants de Bamyân, sculptés au début du VII^e siècle. Cette destruction, survenue en mars 2001, et ordonnée par le chef suprême des talibans, Mollah Mohammed Omar, dans le but de faire disparaître toute trace de civilisation antérieure à l'Islam, suscite une vive émotion dans l'opinion publique internationale.

À la suite de l'annonce d'un attentat-suicide perpétré contre le commandant Massoud le 9 septembre 2001, les troupes des talibans enregistrent de très fortes progressions face aux forces de l'Alliance du Nord. La mort du chef emblématique de la résistance au régime taliban vient fragiliser encore davantage une alliance que menacent les divisions ethno-religieuses et les ambitions personnelles.

Mais deux jours après l'assassinat du commandant Massoud, quatre avions de ligne détournés s'écrasent aux États-Unis, causant la mort d'environ 3 000 personnes. Le milliardaire islamiste Oussama Ben Laden est suspecté d'être à l'origine de ces attentats. Les talibans, qui l'abritent en Afghanistan, refusent de le livrer, tandis que George W. Bush cherche à mettre en place une coalition internationale contre le terrorisme. Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite puis le Pakistan rompent alors leurs relations avec les talibans. Les bombardements américano-britanniques sur l'Afghanistan commencent le 7 octobre. Ils visent les installations de l'organisation Al Qaïda de Ben Laden ainsi que les aéroports contrôlés par les talibans afin de s'assurer la maîtrise du ciel. Les avions américains pilonnent également les positions des talibans sur les lignes de front et dans les villes principales afin de permettre la progression de l'Alliance du Nord.

En quelques semaines, l'Alliance du Nord se rend maîtresse de la majeure partie de l'Afghanistan. Après avoir réussi à prendre le contrôle de la ville stratégique de Mazar-é Charif puis de la plupart des provinces du nord, elle entre dans Kaboul le 13 novembre. La reddition des talibans a ensuite lieu à Kunduz et finalement à Kandahar, le 6 décembre, la dernière ville où ils résistaient et où est censé se cacher le chef des talibans, le mollah Mohammed Omar.

La chute du régime des talibans marque l'espoir d'une ère nouvelle pour l'Afghanistan avec la mise en place d'un gouvernement de transition à la fin décembre 2001 et le déploiement à Kaboul d'une Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (ISAF) mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Toutefois, les talibans restent présents et actifs en Afghanistan. Ils procèdent à des attaques régulières du pouvoir — chef de l'autorité intérimaire élu à la tête du pays en octobre 2004, Hamid Karzaï échappe notamment à un attentat en septembre 2002 — et mènent des actions de guérilla de grande ampleur, notamment pendant l'été 2005.

Afghanistan, en pachto *Afghānistān* et en persan *Afghānestān*, pays d'Asie du Sud-Ouest. Sa capitale est Kaboul.

L'Afghanistan est bordé au nord par le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, à l'extrême nord-est par la Chine, à l'est et au sud par le Pakistan, et à l'ouest par l'Iran.

La longueur maximale de l'Afghanistan est d'environ 1 450 km, et sa largeur d'environ 725 km. Sa superficie est de 652 225 km². C'est un pays essentiellement montagneux. Les basses terres ne dépassent pas 10 % de sa superficie ; elles correspondent aux vallées fluviales du Nord et à plusieurs plaines désertiques du Sud et du Sud-Ouest. Le reste du pays est formé par la montagne, 40 % des terres étant situées entre 1 500 et 2 000 m d'altitude.

L'Afghanistan est une région de convergence entre les chaînes turques, iraniennes et d'Asie centrale. Le principal massif montagneux du pays est l'Hindu Kush, qui, avec ses nombreuses ramifications, s'étend sur environ 965 km depuis le Pamir, au nord-est, jusqu'à la frontière iranienne à l'ouest. L'altitude moyenne de l'Hindu Kush, qui atteint 7 690 m au Tirich Mir, est d'environ 4 270 m. La chaîne du Safed Koh est orientée selon un axe est-ouest, et celle du Koh-i-Baba (5 143 m) est le « château d'eau » du pays. Ce relief tourmenté et compartimenté rend les communications intérieures et les liaisons avec les pays voisins difficiles. À partir de Kaboul, pour gagner le Harazajat, au centre du pays, le voyageur doit franchir une quinzaine de cols, tous situés à plus de 3 000 m d'altitude. Les voies de communication empruntent les passages naturels à travers les montagnes, comme le col du Shibar (3 000 m) ou le tunnel du col de Salang, creusé en 1964 — l'autre voie pour franchir l'Hindu Kush. On peut ensuite, de la région de Kaboul, gagner le nord du pays, ou encore la passe de Khyber à la frontière du Nord-Est, voie de passage historique vers l'Inde et le Pakistan, qui traverse la chaîne dinarique des monts Sulayman (1 400 m d'altitude).

Le pays s'étend sur une zone tectonique encore instable, où l'activité sismique est importante. Les plaines et les piémonts sont tous formés par des glaciaires d'érosion et d'accumulation. Les hautes plaines du Nord sont les plus fertiles, car recouvertes de loess, tandis que le sud du pays est le domaine du *dacht*, une plaine steppique semi-aride ou aride.

Le réseau hydrographique afghan est endoréique. Les principaux cours d'eau d'Afghanistan sont l'Amou-Daria (connu dans l'Antiquité sous le nom d'Oxus), à la frontière du Tadjikistan, le Kabul, qui se jette dans l'Indus, l'Helmand, le plus long cours d'eau du pays (1 400 km), au sud, et l'Hari rud (1 130 km) à l'ouest, qui se perd dans les steppes du Turkménistan. À l'exception du Kabul, tous les cours d'eau se déversent dans des lacs ou des marécages.

Le climat est de type continental aride, mais présente de grandes variations, non seulement régionales mais aussi quotidiennes et saisonnières. Au cours d'une même journée, les variations de température peuvent osciller entre le gel à l'aube et 38 °C à midi. Dans les vallées du Nord, les températures estivales peuvent monter jusqu'à 49 °C. À Kaboul, qui se situe à environ 1 800 m d'altitude, les hivers sont froids et les étés agréables. À Djalālābād (à environ 550 m d'altitude), le climat est de type subtropical, et celui de Kandahar (à plus de 1 000 m d'altitude) est doux. Partout, les étés sont secs. Les précipitations, dont la moyenne annuelle est de 305 mm, se produisent essentiellement entre octobre et avril ; dans les zones de plateau et de steppes, elles ne dépassent pas 100 mm par an.

Le climat aride et le terrain montagneux expliquent en majeure partie l'exploitation très faible du sol : 75 % des terres d'Afghanistan sont improductives. Les plus grandes étendues de terres arables se trouvent dans les vallées fertiles et facilement irrigables du Nord. Pourtant, les ressources naturelles de l'Afghanistan sont avant tout agricoles. On trouve divers minerais, en particulier du fer, des lapis-lazulis exploités dans la région du Badakhshan, mais les difficultés de transport, la désorganisation consécutive aux années de guerre et le manque de compétences et d'équipements sont un obstacle à leur exploitation. Il existe aussi un important gisement de gaz naturel dans le nord du pays.

De manière générale, la flore d'Afghanistan est semblable à celle du Tibet et de la région himalayenne ou à celle des plaines et des déserts de l'Iran. Entre 1 800 et 3 500 m d'altitude, on rencontre des forêts de cèdres et de pins de l'Himalaya, ainsi que d'autres conifères. En raison d'un déboisement excessif, ces forêts n'occupent plus qu'environ 3 % de la superficie du pays. Leurs produits, la résine, les pignons, ainsi que le bois d'œuvre et de chauffage, sont pourtant importants pour une économie essentiellement autarcique. À des altitudes moins élevées, on rencontre des arbustes et des arbres, tels que le noisetier, le pistachier, le frêne et le genévrier. En dessous de 1 000 m, la végétation est assez clairsemée. Au printemps éclot une grande variété de fleurs sauvages, aussi bien en montagne que dans les steppes herbeuses. Dans les vallées, on trouve de nombreux arbres fruitiers : abricotiers, pêchers, poiriers, pommiers, amandiers et noyers. Les dattiers prolifèrent dans l'extrême Sud, et les grenadiers et les agrumes sont exploités dans la région de Kandahar et Djalālābād. Les raisins et les melons abondent ; ils sont d'une excellente qualité et d'une variété inhabituelle.

En Afghanistan cohabitent de nombreuses espèces d'animaux sauvages, comme le mouton de montagne, l'ours, le bouquetin, la gazelle, le loup, le chacal, le lynx, le hérisson et le renard. Les principaux cheptels sont constitués de moutons, de bovins et de chèvres.

Outre les chevaux, les ânes et les mules, on trouve aussi un grand nombre de dromadaires et de chameaux de Bactriane. Deux espèces sont propres au pays, le lévrier afghan, race de chiens de chasse, et les karakuls, moutons dont la laine sert à produire l'astrakan et le breitschwanz.

En 1979, lors du premier dénombrement relativement fiable effectué en Afghanistan, le pays comptait environ 15 millions d'habitants. En 2008, cette population était estimée à 32,7 millions d'habitants. Toutefois, la réalité démographique afghane est encore difficile à établir en raison des deux décennies de conflit dont sort péniblement le pays, de l'invasion soviétique en 1979 à la guerre civile qui s'est ensuivie dans les années 1990, de la prise du pouvoir par les talibans en 1996 à leur chute en 2001. La guerre d'Afghanistan aurait fait 900 000 victimes et provoqué l'exode de plus de 4,5 millions de personnes, réfugiées en grande partie au Pakistan et en Iran. Après la chute des talibans, le retour précoce d'environ 2 millions de réfugiés a provoqué une grave crise humanitaire, accentuée par plusieurs années de sécheresse. Aux 2 millions d'Afghans encore réfugiés au milieu des années 2000 (soit la population de réfugiés la plus importante au monde selon les chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) s'ajoute le million de déplacés à l'intérieur du pays.

Les conditions de vie et sanitaires de la population, à 77 % rurale, sont parmi les plus difficiles au monde. En 2008, l'espérance de vie moyenne ne dépasse pas 44,2 ans ; le taux de mortalité infantile est de 155 ‰ et le taux de mortalité maternelle de 1 800 pour 100 000.

L'Afghanistan enregistre une densité moyenne de 51 habitants au km². La population est cependant très inégalement répartie sur le territoire, avec une forte concentration dans les vallées irriguées. Près de la moitié de la population urbaine réside à Kaboul (2 956 000 habitants en 2003). Située dans le centre-est du pays, la capitale afghane commande les routes vitales qui passent à travers les défilés. Les autres villes importantes sont Kandahar au sud, Herat à l'ouest et Mazar-é Charif au nord.

L'Afghanistan est divisé en 34 provinces, dirigées chacune par un gouverneur nommé par le gouvernement central. Les provinces sont divisées en districts et sous-districts.

Au cœur de trois grandes aires culturelles — centre-asiatique, indienne et iranienne —, l'Afghanistan regroupe une mosaïque de peuples dont les disparités ethniques ont freiné la constitution d'une identité nationale. Ce phénomène est en outre renforcé par le poids de l'organisation sociale traditionnelle en tribus et en clans, les liens tribaux ou claniques tendant à l'emporter sur le sentiment d'appartenance à la nation.

Les Pachtones représentent environ 40 % de la population totale. Ils forment l'ethnie la plus importante du pays et ont traditionnellement tenu les rênes du pouvoir politique. Subdivisés en nombreuses tribus (comme les Dorrani et les Ghilzai), ils sont plus particulièrement implantés dans l'est et le sud du pays. Peuple de cultivateurs et d'éleveurs, ils comprennent la plus grande partie des nomades d'Afghanistan, le nomadisme concernant encore un million de personnes environ.

Le deuxième groupe est constitué des Tadjiks, qui représentent 25 % de la population ; de descendance iranienne, ils vivent principalement dans le nord-est et sont des agriculteurs sédentaires et des commerçants. Un troisième groupe est formé par les Hazaras (15 %), peuple d'origine mongole, cantonné dans les montagnes de l'Afghanistan central. Les Ouzbeks (9 %) forment un quatrième groupe ; avec les Turkmènes, ils constituent les deux principaux groupes d'origine turque, implantés dans le nord du pays. Outre ces quatre groupes principaux, l'Afghanistan compte quelques ethnies moins importantes (Aimaks, Nouristanis, Baloutches) et une trentaine d'ethnies représentées chacune par moins de 10 000, voire moins de 1 000 personnes.

À cette diversité ethnique correspond une grande variété linguistique. La plupart des langues d'Afghanistan sont indo-iraniennes. C'est le cas des deux langues officielles, le pachto et le dari, une variante du persan oriental, parlé avant tout par les Tadjiks. Parmi la trentaine de langues ou de dialectes différents parlés dans le pays, l'ouzbek, le turcoman et le kirghize (qui appartiennent à la famille des langues altaïques) prédominent dans les régions frontalières.

Plus de 99 % de la population afghane est de confession musulmane. La plupart sont sunnites de rite hanéfite. Il existe aussi une importante minorité chiite, représentant 20 % de la population, notamment les Hazaras des plateaux du centre et certaines petites ethnies du Nord. Jusqu'à la guerre, on trouvait également en milieu urbain de petites communautés éparses de juifs, d'hindouistes et de parsis. Mazar-é Charif est le principal lieu de pèlerinage.

L'isolement et l'enclavement des populations afghanes se sont traditionnellement accompagnés d'un déficit d'éducation, une donnée que sont venus accentuer les guerres successives, puis le régime des talibans (1996-2001) qui a interdit l'école aux filles. En 2000, le taux d'alphabétisation n'est que de 36,3 %.

Après la chute des talibans, la communauté internationale — notamment le Japon et la France — aide à la reconstruction des établissements scolaires en Afghanistan et à la remise en marche du système éducatif. Avant les années de guerre, Kaboul abritait la principale université, fondée en 1932, l'École de commerce (1943), l'Institut polytechnique (1951) et l'Université islamique (1988), tandis que l'université de Nangarhar (1962), plus petite, était située à Djalālābād.

En 1973, le roi Zaher Chah est détrôné et la république proclamée. La Constitution promulguée en février 1977, donnant les pleins pouvoirs au président, fait de l'Afghanistan un régime à parti unique, avec l'islam pour religion d'État. Les pouvoirs législatifs sont dévolus à un parlement (*Shura*), comprenant deux chambres. Cette Constitution est suspendue en avril 1978 à la suite d'un coup d'État, et le Conseil révolutionnaire devient le principal corps gouvernemental du pays.

En 1987, le gouvernement prosoviétique rédige une nouvelle Constitution prévoyant un président élu pour une durée de sept ans. À la suite du retrait des troupes soviétiques en 1989 et de la chute du régime en avril 1992, un conseil intérimaire prend le pouvoir. L'élection présidentielle a lieu en décembre 1992.

Mais dans un contexte de guerre civile, le véritable pouvoir est détenu par les chefs des bandes armées dans les différentes régions, et le fonctionnement du système judiciaire et administratif reste surtout théorique. Après la prise de Kaboul par les talibans en septembre 1996, la situation institutionnelle demeure confuse. Leur mainmise sur la majeure partie du pays n'est pas acceptée par l'ONU, qui ne reconnaît que le gouvernement mis en place le 28 juin 1992 par Burhanuddin Rabbani.

À la suite de l'effondrement du régime des talibans en décembre 2001, le pays entre dans une phase de reconstruction politique et institutionnelle. En juin 2002, la *Loya Jirga*, grand conseil de chefs tribaux rassemblant plus de 1 500 délégués, élit le leader royaliste pachtoune Hamid Karzaï à la tête d'un gouvernement de transition. De retour en Afghanistan après vingt-neuf ans d'exil, l'ancien roi Zaher Chah, qui incarne l'unité retrouvée du pays, reçoit le titre honorifique et symbolique de « père de la nation ».

Une nouvelle Constitution est adoptée en janvier 2004 par la *Loya Jirga*. Elle proclame la République islamique d'Afghanistan. Affirmant que la religion de l'État est l'islam, elle garantit toutefois la liberté de culte pour les autres religions. Elle ne proclame pas la charia (loi islamique), mais précise qu'aucune loi ne peut être « contraire à la religion sacrée », et instaure un système judiciaire indépendant.

La nouvelle Constitution entérine un régime présidentiel fort, dans lequel le président de la République est à la fois le chef de l'État et le chef du gouvernement. Assisté de deux vice-présidents, il est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Le pouvoir législatif est exercé par un Parlement bicaméral constitué d'une chambre basse, la *Wolesi Jirga* (Maison du peuple), et d'une chambre haute, la *Meshrano Jirga* (Maison des anciens). La *Wolesi Jirga* est composé de 250 membres maximum élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. Les deux tiers des 102 membres de la *Meshrano Jirga* sont élus par les administrations locales (conseils de province et de district), tandis que le tiers restant est nommé par le président de la République. L'égalité de l'homme et de la femme devant la loi est reconnue, tandis que des quotas sont instaurés pour assurer la représentation des femmes au Parlement. Enfin, la Constitution protège également les droits linguistiques des minorités.

L'économie afghane est en cours de redressement après plusieurs décennies de conflit et dépend, dans une très large mesure, de l'aide internationale. Porté par l'agriculture, le bâtiment et le secteur des services (en particulier les transports et la téléphonie mobile), son taux de croissance atteint 8 % en 2006. Toutefois, le développement du pays est entravé par de nombreuses difficultés structurelles telles que l'enclavement géographique, l'absence de voies de

communication, le peu de ressources énergétiques, l'insuffisance des moyens de l'État, la corruption, etc. En outre, en dépit de la stabilisation politique en cours depuis 2002, le pays doit faire face à la persistance de l'insécurité et à une aggravation de la criminalité, alimentée notamment par le commerce de l'opium, la culture du pavot représentant un pilier de l'économie afghane (plus de la moitié du PIB au milieu des années 2000) et un moyen de subsistance pour 10 % de la population environ.

L'agriculture, principale source de richesse de l'Afghanistan, emploie environ 85 % de la population et contribue pour près de la moitié au PIB. Outre le pavot, ses principales cultures sont le blé, le seigle, le maïs dans le sud-est, le riz, l'orge, les légumes et les fruits. Le ricin, la garance (qui fournit une substance colorante rouge), l'assa-fœtida (résine médicinale), le tabac, le coton et la betterave à sucre sont plus particulièrement exploités pour le commerce. Interdite sous le régime des talibans, la culture du pavot occupe environ 10 % des terres cultivables et fait de l'Afghanistan le premier producteur mondial d'opium (90 % de la production mondiale).

L'élevage est très diversifié (chameaux, chevaux, ânes, ovins, bovins et volailles). Le mouton fournit de grandes quantités de viande, de graisses et de laine au marché intérieur et de laines et peaux à l'exportation.

En particulier, la peau du karakul, race de mouton à queue large, élevé en grand nombre dans le nord de l'Afghanistan, est très prisée pour sa fourrure, l'astrakan.

L'exploitation des gisements d'or, d'argent, de cuivre, de béryl et de lapis-lazuli se pratique depuis l'Antiquité. Des gisements de gaz naturel importants sont exploités dans le nord du pays. Quelques gisements de houille sont également mis en valeur, mais des réserves de minerai de fer, de sulfure, de chrome, de zinc et d'uranium tardent à être exploitées en raison de l'absence de voies de communication.

Lancée dans les années 1960-1970, l'industrialisation n'est guère avancée. Concentrée principalement à Kaboul, l'industrie concerne essentiellement le textile (filature de laine et de coton), l'agroalimentaire (conditionnement de fruits) et la cimenterie.

Environ 70 % de l'énergie de l'Afghanistan est d'origine hydroélectrique (les principales infrastructures sont situées sur les rivières Helmand et Kabul).

L'unité monétaire est l'afghani, qui est divisé en 100 puls. Le commerce extérieur est très déficitaire : en 2000, les exportations ne rapportent que 125 millions de dollars, alors que les importations atteignent 524 millions de dollars. Les principaux partenaires commerciaux de l'Afghanistan sont l'Inde, le Pakistan, l'Iran et les États-Unis. Les principaux produits d'exportation sont l'opium, les fruits secs, le coton, les tapis et les peaux de karakul, ainsi que les pierres précieuses. Le pays importe principalement des biens d'équipement, des produits textiles, alimentaires et pétroliers.

Les déplacements sont limités du fait du relief accidenté. Le pays n'a pas de chemin de fer, et ses cours d'eau étroits et rapides ne sont pas navigables. Les chameaux et autres bêtes de somme sont fréquemment utilisés pour le transport de marchandises. Le pays dispose de 34 782 km de routes, le plus souvent non goudronnées. Les principales, qui forment une rocade inachevée contournant les montagnes centrales, relient Kaboul aux capitales provinciales, ainsi que Kaboul et Kandahar au Pakistan, Mazar-é Charif à l'Ouzbékistan, et Hérat à l'Iran. Leur entretien est un problème constant en Afghanistan, principalement en raison des violentes inondations printanières.

La Bactriane, région fertile du nord-ouest de l'Afghanistan, est occupée à partir de l'âge du bronze. Au VI^e siècle av. J.-C., le pays est inclus dans l'Empire perse des Achéménides.

Les territoires correspondant à l'Afghanistan d'aujourd'hui sont conquis aux environs de 330 av. J.-C. par Alexandre le Grand. Le passage du conquérant est bref, mais laisse des traces dans l'histoire de l'Afghanistan ; ainsi, Herat et Kandahar sont-elles fondées par le souverain macédonien. Après sa mort, en 323 av. J.-C., la majeure partie de la région passe sous la domination du général d'Alexandre, Séleucos I^{er} Nikator, et plus tard sous celle du roi indien Chandragupta. En Bactriane, un État grec s'installe de 256 à 130 av. J.-C. Cette civilisation gréco-bouddhique donne naissance à un art connu sous le nom d'art de Gandhara, dont les bouddhas géants de Bamyan (aujourd'hui disparus) sont l'un des plus beaux exemples.

Tour à tour, aux III^e et IV^e siècles apr. J.-C., les Scythes, des nomades iraniens appelés Sakas en Asie, puis les Kushans, qui adoptent le bouddhisme, et enfin les Perses sassanides envahissent le pays. Les Huns hephtalites (surnommés Huns blancs) prennent ensuite le contrôle de l'Afghanistan, jusqu'à ce que les conquérants arabes envahissent la région au milieu du VII^e siècle.

Il faut attendre plusieurs siècles avant que l'islam ne devienne la religion dominante. La conquête de l'Afghanistan est entreprise dès 651 par le calife Omar, qui s'empare de Herat et s'achève par la prise de pouvoir du premier calife omeyyade Mu'awiya en 660. Les Turcs venus d'Asie centrale envahissent ensuite le pays. La domination totale des Turcs seldjoukides est établie à la fin du IX^e siècle et dure jusqu'au début du XI^e siècle. La conversion à l'islam s'achève par celle de la population de Kaboul en 870. Par la suite, la culture musulmane s'épanouit sous la première dynastie afghane, celle des Ghurides (1148-1215), qui étend peu à peu sa domination au nord de l'Inde ; Delhi devient même un temps sa capitale. Toute l'élite intellectuelle persophone fréquente Kaboul et Ghazni.

Les Ghaznavides sont renversés par les hordes du conquérant mongol Gengis Khan, qui descend du Nord aux environs de 1220. L'invasion mongole prend les proportions d'un cataclysme en Afghanistan. La plus grande partie des villes du pays sont rasées, et l'Afghanistan reste sous la domination mongole jusqu'à la fin du XIV^e siècle, quand un autre envahisseur mongol, Tamerlan, s'empare du nord du pays. Son successeur, Babur, fonde la dynastie des Moghols de l'Inde, qui prennent Kaboul aux environs de 1504. Les successeurs moghols de Babur n'affirment leur autorité que sur l'est du pays, et sont confrontés à des révoltes afghanes continues.

La tribu afghane Ghilzai (de l'ethnie pachtoune) s'empare de la capitale iranienne, Ispahan, en 1722. Nader Chah, en 1738, rétablit l'autorité iranienne sur la quasi-totalité du territoire afghan. Il est assassiné en 1747, et les chefs afghans choisissent pour souverain un de ses généraux, Ahmad Chah Dorrani. Ahmad Chah agrandit considérablement son royaume en s'appropriant l'Est iranien, le Baloutchistan, le Cachemire et une partie du Pendjab. En 1826, Dost Mohammad Khan, membre d'une éminente famille afghane, s'empare de l'Est et s'attribue le titre d'émir en 1835.

Au cours du XIX^e siècle, l'Afghanistan devient l'un des enjeux stratégiques majeurs entre la Russie et le Royaume-Uni. L'affaire éclate en 1839, lorsque Dost Mohammad se tourne vers la Russie après le rejet de ses revendications territoriales sur le Pendjab par les autorités coloniales britanniques de l'Inde.

Craignant de voir s'élargir la sphère d'influence russe jusqu'aux frontières de l'Inde, le Royaume-Uni s'engage alors dans la première des trois guerres anglo-afghanes (1839-1842). Après s'être emparé de Kandahar (avril 1839), de Ghazni (juillet) et de Kaboul (août), les Britanniques placent sur le trône afghan un souverain fantoche totalement acquis à leur cause, Chuja Chah. La résistance afghane dirigée par un fils de Dost Mohammad a raison de l'envahisseur, et les Britanniques sont contraints de quitter le pays en 1842. Dost Mohammad recouvre son trône. Ce n'est qu'en 1855 qu'il conclut un accord de paix avec les autorités britanniques.

En juillet 1878, Shir Ali Khan (fils et successeur de Dost Mohammad) ranime l'hostilité des Britanniques par une diplomatie jugée pro-russe ; l'armée britannique des Indes envahit de nouveau l'Afghanistan, déclenchant la

deuxième guerre anglo-afghane (1878-1880). La campagne militaire britannique est couronnée de succès et, par le traité de Gandarak (26 mai 1879), Yakoub Khan (successeur de Shir Ali Khan) doit accepter le protectorat britannique et abandonner le contrôle des passes de Bolan et de Khyber. Face à l'animosité du peuple afghan, Yakoub Khan est contraint d'abdiquer et, en 1880, les Britanniques quittent le pays et valident l'accession d'Abd al-Rahman Khan (petit-fils de Dost Mohammad) sur le trône.

Pendant son règne, qui dure jusqu'en 1901, Abd al-Rahman Khan règle des conflits territoriaux avec l'Inde et la Russie, crée une armée de métier, et s'applique à affaiblir les pouvoirs des chefs des principales tribus.

En 1907, sous le règne de Habibollah Khan (1901-1919), les gouvernements britannique et russe concluent une convention par laquelle ils s'engagent à respecter mutuellement l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, qui devient un État tampon entre les deux Empires. Déterminé à mettre son pays à l'écart de la sphère d'influence britannique, le successeur de Habibollah, Amanollah Khan (1919-1929), déclare la guerre au Royaume-Uni en mai 1919 : c'est le début de la troisième, et éphémère, guerre anglo-afghane. Les Britanniques, confrontés au même moment au mouvement grandissant de libération indienne, négocient la paix. Par le traité de Rawalpindi (Pakistan), conclu le 8 août 1919, ils reconnaissent la souveraineté et l'indépendance de la nation afghane.

Très impressionné par les programmes de modernisation de l'Iran et de la Turquie, Amanollah Khan institue une série de réformes politiques, sociales et religieuses. Un gouvernement constitutionnel est installé en 1923, les titres de noblesse sont abolis, l'enseignement pour les femmes est décrété, et d'autres mesures radicales destinées à moderniser les institutions sont imposées. L'hostilité provoquée par cette modernisation forcée auprès du clergé musulman et d'une société très traditionnelle conduit à une rébellion en 1929 et à l'abdication du roi Amanollah. À l'issue d'une période de troubles, un cousin d'Amanollah vainc les rebelles en 1930, se fait couronner roi sous le nom de Nader Chah mais est assassiné dès 1933.

Son fils et successeur, Zaher Chah, qui n'a que dix-neuf ans au moment de son accession au pouvoir, laisse ses oncles gouverner en son nom selon la tradition. En 1939, alors qu'éclate la Seconde Guerre mondiale, il proclame la neutralité du pays. La question du tracé des frontières afghanes, fixé au lendemain de la Première Guerre mondiale, resurgit en 1947 avec l'accession à l'indépendance de l'Inde et du Pakistan. La province pakistanaise de la Frontière du Nord-Ouest, peuplée essentiellement de Pachtoune et de Baloutches, devient dans les années 1950 le théâtre d'affrontements sporadiques entre l'armée pakistanaise et un mouvement indépendantiste pachtoune créé avec l'approbation du nouvel homme fort en Afghanistan, le prince Mohammad Daoud Kahn (1953-1973), cousin et beau-frère du roi Zaher Chah. Dans le contexte de la guerre froide, la signature d'un pacte d'assistance militaire conclu entre les États-Unis et le Pakistan entraîne un rapprochement entre l'URSS et l'Afghanistan.

Ce rapprochement se traduit par la signature d'accords de coopération militaire (1955), favorisant la pénétration soviétique dans l'armée afghane.

En 1963, Zaher Chah destitue le prince Mohammad Daoud Kahn. Il poursuit la politique de modernisation sociale (le voile est abandonné et la mixité des universités instaurée) et tente une libéralisation politique. Une nouvelle Constitution est promulguée en 1964, et les partis politiques sont autorisés l'année suivante. Les premières élections législatives ont lieu en septembre 1965 et aboutissent à la formation d'un gouvernement sous l'égide d'un leader libéral, Hashim Mainandwal, qui modernise l'économie et adopte une position de non-alignement. En 1967, les relations diplomatiques sont rétablies entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Au tournant des années 1960-1970, le pays connaît cependant une succession de graves sécheresses qui compromettent son développement. Dans ce contexte, Mohammad Daoud s'empare du pouvoir en juillet 1973, destitue le roi et

proclame la première République afghane. Surnommé le « prince rouge », il s'éloigne rapidement de ses anciens alliés communistes. Ces derniers, divisés entre deux factions au sein du Parti démocratique du peuple afghan (PDPA), se réunifient sous l'influence de l'URSS et renversent le 27 avril 1978 le président Mohammad Daoud, assassiné avec la plupart des membres de sa famille. À la tête d'un Conseil révolutionnaire, Mohammad Taraki suspend la Constitution et met en place un programme de « socialisation ». Les dettes rurales et les hypothèques sur les terres sont supprimées, l'école devient obligatoire ; une propagande antireligieuse intensive aggrave les effets d'une politique qui brise les cadres traditionnels de la société et déclenche rapidement la résistance armée des islamistes les plus radicaux. Le rejet moral du discours communiste, l'expansion rapide de la rébellion et les désertions dans l'armée afghane empêchent le PDPA de juguler les troubles, malgré une aide matérielle soviétique considérable.

L'incapacité du régime à contrôler le pays pousse le président soviétique Leonid Brejnev à intervenir militairement. Le 27 décembre 1979, l'armée soviétique envahit l'Afghanistan et installe au pouvoir Babrak Karmal.

L'opposition à l'invasion soviétique se transforme en une guerre sainte (le djihad) contre l'envahisseur étranger et infidèle, sans réelle structuration politique, les combattants (les Moudjahidin) se ralliant par familles, par clans et par tribus à l'autorité d'un chef de guerre ; voir guerre d'Afghanistan.

Au milieu des années 1980, les forces gouvernementales et 200 000 militaires soviétiques contrôlent les villes et les principaux axes de communication (20 % du pays). En 1986, la fourniture massive d'armes américaines (missiles anti-aériens Stinger) à la résistance afghane et l'aide pakistanaise modifient les données du conflit, qui se transforme en une guerre classique avec l'usage d'armes lourdes, de blindés et d'artillerie des deux côtés. Les pertes de plus en plus sévères et l'effet désastreux en URSS d'une « sale guerre » sans issue militaire convainquent Mikhaïl Gorbatchev de retirer les troupes soviétiques.

À la suite des accords de Genève signés le 14 avril 1988, le retrait des troupes soviétiques s'achève en février 1989. Le régime communiste se maintient cependant, sous la présidence de Babrak Karmal, puis de Mohammad Najibullah. Il tombe en avril 1992, lorsque Kaboul est prise par une coalition de Moudjahidin dirigée par le commandant Ahmed Shah Massoud. Mais, à la guerre contre le régime communiste, ont succédé les combats entre factions rivales, alimentés par les conflits personnels et la diversité ethnique du pays. Ces divisions ethno-religieuses opposent principalement quatre groupes : les Pachtounes, les Tadjiks, les Ouzbeks et les Hazaras. Malgré la mise en place d'un conseil intérimaire — avec comme président Burhanuddin Rabbani du Jamiat-i Islami (Tadjiks du commandant Massoud et musulmans modérés) et comme Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, le leader du Hezb-i-Islami (Pachtounes et islamistes) — la guerre civile s'intensifie pour le contrôle de Kaboul et de l'État tout entier.

Le 1^{er} janvier 1994, les combats reprennent à Kaboul entre les troupes fidèles au président Rabbani et celles du Premier ministre Hekmatyar et de son allié, l'ancien général communiste Rashid Dostom, dirigeant du Front national (Ouzbeks et laïques). Un nouvel accord de paix, conclu en janvier 1995, est immédiatement rompu sous la poussée militaire d'un nouveau mouvement armé apparu à l'été 1994, celui des talibans. Dirigé par le mollah Mohammed Omar, il est constitué par des « étudiants » en religion de l'ethnie pachtoune issus des *madrassas* (écoles coraniques), encadrés par des oulémas, avec l'appui direct des services secrets et de l'armée du Pakistan. Les talibans triomphent sans réels combats des troupes de Hekmatyar et menacent Kaboul, mais ils sont repoussés de justesse par une coalition des autres factions. En septembre 1996, ils prennent Kaboul aux troupes du commandant Massoud ; dès le mois de mars suivant, ils contrôlent les deux tiers du pays. Ils continuent leur offensive dans la vallée du Panshir, le fief de Massoud, et en direction de Mazar-é Charif, la grande métropole du nord du pays, contrôlée par les milices ouzbeks du général Dostom. Les talibans prennent la ville le 25 mai 1997, puis se retirent trois jours après, face à une

coalition des milices hazaras et ouzbeks, tandis que le commandant Massoud contient de son côté l'offensive des religieux.

Bénéficiant du discrédit politique des commandants de la résistance, les talibans instaurent dans les territoires qu'ils contrôlent la loi islamique (la charia) et restaurent la paix civile. Ils procèdent à la confiscation des armes, au désarmement des commandants qui se livrent au racket — ce qui leur vaut le soutien des commerçants de Kaboul —, tout en proposant une amnistie générale à tous ceux qui se rallient à leur mouvement. Leur rigidité et leur austérité, l'obligation pour les femmes de porter la *burqa* (voile qui les recouvre de la tête aux pieds), l'interdiction pour les filles d'aller à l'école et pour les femmes de travailler, l'interdiction des jeux traditionnels, d'écouter de la musique, de porter des costumes occidentaux ne font pas l'unanimité, surtout dans les villes. Mais la discipline de leurs troupes, le rétablissement d'un minimum d'ordre dans une société en proie au chaos les rend alors populaires, d'autant qu'ils redonnent une place prééminente dans la société afghane à la communauté pachtoune.

Sur le plan diplomatique, les talibans sont soutenus par le Pakistan et, au début, par les États-Unis ; ces derniers retirent toutefois assez tôt leur soutien à un régime qu'ils accusent de refuser d'éradiquer les champs de pavots et les laboratoires d'héroïne.

En août 1998, les talibans sont maîtres de la plus grande partie du pays, les chiites pro-iraniens s'étant repliés au centre et le commandant Massoud dans le Panshir. Une vive tension s'installe entre l'Afghanistan et l'Iran, dont plusieurs diplomates sont assassinés par des talibans lors de la conquête de Mazar-é Charif. Le 20 août 1998, les États-Unis bombardent un centre d'entraînement du terroriste présumé d'origine saoudienne Oussama Ben Laden, en représailles aux attentats perpétrés quelques semaines plus tôt contre les ambassades américaines du Kenya et de la Tanzanie. En novembre 1999, devant le refus des talibans d'extrader Oussama Ben Laden, le Conseil de sécurité de l'ONU impose des sanctions financières et commerciales à l'Afghanistan.

Après avoir conquis, le 6 septembre 2000, Taloqan, capitale de la province de Takhar au nord-est du pays, les talibans prennent le contrôle des principaux points de passage vers le Tadjikistan, à partir duquel les opposants au régime des talibans reçoivent de l'aide. La province du Badakhshan est également attaquée par l'est. Les troupes du commandant Massoud sont contraintes de se replier dans la vallée du Panshir où le ravitaillement devient difficile pendant la période hivernale. De plus, le commandant Massoud ne peut plus compter sur ses traditionnels soutiens politiques, l'Iran et la Russie, qui assouplissent leur position vis-à-vis du régime des talibans.

Maîtres de la quasi-totalité du territoire de l'Afghanistan, les talibans entreprennent de renforcer leur régime islamiste, y compris sur le plan symbolique. Ainsi, en mars 2001, leur chef suprême, le mollah Mohammed Omar, publie un décret ordonnant la destruction de toutes les statues bouddhiques (dont les deux bouddhas géants de Bamyan, vieux de 1 400 ans) ainsi que les peintures dans les grottes et monastères rupestres excavés dans les falaises de l'ancienne région du Gandhara, qui datent de la période ayant précédé l'arrivée de l'islam dans la région.

Sur le plan économique, l'exceptionnelle sécheresse de l'été 2000, qui entraîne la disparition de nombreuses cultures et troupeaux, provoque l'exode de milliers de réfugiés dans les camps de l'ONU dans l'ouest du pays ainsi qu'au Pakistan, où vivent déjà plus de 2 millions d'Afghans.

Le 9 septembre 2001, le commandant Massoud est victime d'un attentat-suicide meurtrier. À l'annonce de cette nouvelle, les troupes des talibans enregistrent de très fortes progressions. Mais deux jours après l'assassinat du commandant Massoud, quatre avions de ligne, détournés, s'écrasent aux États-Unis, sur le World Trade Center de

New York, sur le Pentagone et en Pennsylvanie, causant la mort de plus de 3 000 personnes (voir attentats du 11 septembre 2001). Les soupçons se portent rapidement sur le milliardaire islamiste Oussama Ben Laden. Les talibans, qui l'abritent en Afghanistan, refusent de le livrer. Le président américain George W. Bush, considérant ces attentats comme un acte de guerre, appelle à la mise en place d'une coalition internationale contre le terrorisme. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite rompent leurs relations avec les talibans, bientôt suivis par le Pakistan.

Les premières frappes aériennes américano-britanniques sur l'Afghanistan ont lieu le 7 octobre. Elles visent les installations de l'organisation Al Qaida de Ben Laden, ainsi que les aéroports contrôlés par les talibans. Les villes de Kaboul, Kandahar (qui abrite le chef des talibans, le mollah Mohammed Omar), Djalālābād et Herat sont touchées. Les avions américains pilonnent également les positions des talibans sur les lignes de front afin de permettre la progression de l'Alliance du Nord vers la capitale et vers Mazar-é Charif. Le nombre de victimes civiles est difficile à déterminer, tandis que des milliers d'Afghans fuient vers le Pakistan.

Au mois de novembre, avec l'aide de l'aviation américaine, l'Alliance du Nord se rend peu à peu maître de la majeure partie de l'Afghanistan, les talibans ne résistant plus que dans leur fief de Kandahar. Des Marines américains débarquent sur le sol afghan pour traquer sur le terrain les membres et le chef du réseau Al Qaida. Après 38 jours de frappes aériennes, la prise de Kaboul par les soldats de l'Alliance du Nord est accompagnée de manifestations de liesse et du retour de la musique dans la ville, interdite par les talibans. L'Alliance du Nord annonce que les femmes pourront recommencer à travailler et les jeunes filles à aller à l'école.

L'avenir politique du pays fait l'objet d'une conférence interafghane organisée sous l'égide de l'ONU à Bonn (Allemagne) à la fin du mois de décembre. Après d'âpres discussions, les délégués parviennent à un accord prévoyant la mise en place d'une administration intérimaire composée de 30 membres représentant les différentes ethnies pour une durée de six mois, la période transitoire devant au total durer deux ans. Présidé par le leader royaliste pachtoune Hamid Karzaï, et « vice-présidé » par une femme, Sima Amar, le gouvernement investi le 22 décembre comprend des membres de l'Alliance du Nord aux postes-clés (Défense, Affaires étrangères et Intérieur).

Conformément à cet accord, une Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (ISAF), mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU, est déployée à partir du mois de janvier 2002 afin de contribuer à la stabilité du pays au sortir de 23 années de guerre. Au même moment, une conférence internationale pour la reconstruction de l'Afghanistan se réunit à Tokyo (Japon) et annonce l'attribution au pays de 4,5 milliards de dollars d'aide sur cinq ans.

Au mois d'avril 2002, Zaher Chah rentre en Afghanistan après vingt-neuf ans d'exil en Italie. Même s'il exclut le retour à la monarchie, l'ancien roi se déclare prêt à assumer la fonction de chef de l'État. Conformément aux accords de Bonn, il inaugure à Kaboul, au mois de juin, la *Loya Jirga*. Instituée au XVIII^e siècle, cette grande assemblée traditionnelle réunit plus de 1 500 délégués — dont 200 femmes — représentant les différentes autorités ethniques, politiques et militaires du pays, afin d'élire le président du futur gouvernement de transition chargé d'élaborer une nouvelle Constitution et d'organiser les élections de 2004. Le 14 juin, le chef de l'autorité intérimaire Hamid Karzaï, soutenu par les États-Unis, est élu chef de l'État avec un peu plus de 80 % des suffrages. Écarté du jeu politique sous les pressions des Tadjiks et des États-Unis, Zaher Chah n'est pas en lice, mais il reçoit le titre symbolique de « père de la nation ».

La composition du nouveau gouvernement reflète le rapport des forces sur l'échiquier militaro-politique afghan, les Tadjiks de l'Alliance du Nord détenant les ministères clés de la Défense et des Affaires étrangères. Elle témoigne aussi

du souci de Hamid Karzaï de tenter d'équilibrer le pouvoir en intégrant des membres de l'ethnie pachtoune, pénalisée en raison de ses liens avec le régime taliban. Le nouveau gouvernement se caractérise enfin par l'entrée en force de plusieurs seigneurs de guerre, le chef de l'État pariant sur leur intégration dans l'administration centrale afin de les éloigner de leurs fiefs régionaux.

Le nouveau pouvoir est cependant fortement déstabilisé par plusieurs assassinats commis contre des membres du gouvernement transitoire — le président Hamid Karzaï lui-même échappe à un attentat en septembre 2002. En dépit de la présence de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (ISAF) et des forces de la coalition, le pays est confronté à une insécurité croissante, liée notamment à la résurgence de la guérilla talibane et alimentée par la lutte pour le contrôle de la drogue. En effet, alors que la culture du pavot avait été éradiquée sous le régime taliban, l'Afghanistan redevient rapidement, dès 2002, le premier producteur mondial d'opium. Face aux besoins de reconstruction immenses (estimés à 30 milliards de dollars jusqu'en 2012), l'Afghanistan obtient de nouveaux engagements financiers de la part des donateurs internationaux lors de la conférence internationale sur l'Afghanistan qui se tient à Berlin au printemps 2004.

Parallèlement, le pays poursuit sa transition démocratique. Une nouvelle Constitution est adoptée en janvier 2004. Elle met en place un régime présidentiel fort, avec un Parlement bicaméral et un système judiciaire indépendant. Elle reconnaît l'islam comme religion d'État tout en garantissant la liberté de religion. Les droits de la femme sont protégés ainsi que les droits linguistiques des minorités.

Le 9 octobre 2004, l'Afghanistan organise la première élection présidentielle de son histoire. Huit millions d'électeurs sont appelés à choisir leur président parmi dix-huit candidats lors d'un scrutin réalisé sous le contrôle d'une commission électorale réunissant les représentants de l'État afghan et des experts de l'ONU. L'élection, qui se déroule dans un climat relativement calme, se caractérise par une participation massive (environ 83 %). Elle consacre la victoire d'Hamid Karzaï, qui obtient 55,4 % des suffrages dès le premier tour, devant son principal rival Yunès Kanouni (16,3 %). Contestée pour fraude par la plupart des autres candidats, cette victoire est officiellement annoncée le 3 novembre suivant par la commission électorale, pour laquelle les irrégularités constatées lors du scrutin ne remettent pas en cause sa validité. La tâche du gouvernement est immense et doit faire face à la guérilla talibane qui se réorganise et redevient offensive, en particulier au cours de l'été 2005, à l'approche des élections législatives et provinciales du 18 septembre 2005, reportées à deux reprises pour des raisons de logistique et de sécurité. Au terme d'une campagne électorale entachée de graves violences, ces scrutins se déroulent sans incident majeur mais avec une faible participation (50 % seulement). Ils viennent parachever la reconstruction politique du pays aux termes des accords de Bonn, conclus en décembre 2001 sous l'égide de l'ONU. Ne se disputant pas sous les couleurs de partis politiques, ils donnent naissance à un Parlement très fragmenté, où dominent les pouvoirs traditionnels moudjahidines et tribaux. Ces avancées politiques ne permettent pas de sécuriser le pays. En 2007, les chefs de guerre sont parvenus à reprendre du terrain dans le nord du pays, tandis que dans le sud les talibans multiplient les prises d'otages et les attentats suicide.

La guerre d'Afghanistan, guerre menée par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) sur le territoire de l'Afghanistan entre 1979 et 1988.

À la fin des années 1970, l'URSS de Brejnev cherche à renforcer son rayonnement international afin d'accroître son poids dans les pourparlers touchant au règlement de la deuxième guerre froide. Selon le mot de Gromyko, l'URSS veut alors pouvoir dicter « l'ordre du jour des affaires internationales ». Dans cette optique, la diplomatie joue un rôle majeur, mais la logique de l'intimidation militaire et de l'expansionnisme géostratégique priment. À l'instrumentalisation de la puissance militaire (comme en témoigne l'escalade stratégique avec les États-Unis) et à la logique de l'*oustrachènié* (« l'intimidation, la dissuasion ») s'ajoute donc une politique impérialiste visant, dès que l'occasion se présente, à l'élargissement de l'aire d'influence communiste sur le tiers-monde. L'URSS prend alors pied en Angola et au Mozambique (à la faveur de la décolonisation portugaise), en Éthiopie, au Nicaragua et au Yémen-du-Sud.

Cette politique s'applique plus naturellement encore aux régions proches de l'URSS. Or, courant 1978, l'Afghanistan (pays frontalier lié à l'Union soviétique par traité depuis 1921) est en proie à une crise politique qui risque de remettre en cause l'influence du Kremlin dans une zone de contact. Ayant réactualisé la doctrine de l'*endiguement*, les États-Unis sont en effet présents dans la région à travers leur soutien au gouvernement pakistanais du général Zia Ul-Haq.

En 1978, à la faveur d'un coup d'État contre Daoud (27 avril), un Conseil révolutionnaire dirigé par le pacharمي Mohammad Taraki prend le pouvoir. En décembre, il conclut un traité d'assistance militaire avec l'URSS qui est la première à reconnaître le nouveau pouvoir. Ce traité permet aux Soviétiques de s'opposer de front, et pacifiquement pour l'heure, au cordon sanitaire pakistano-américain.

Convaincue que la désunion des forces révolutionnaires du Parti démocrate populaire afghan (PDPA), qui comprend le Khalq (« le Peuple », tendance radicale) et le Pacharm (« l'Étendard », plus modéré) limitera la mainmise soviétique, l'opinion internationale ne s'émeut guère de cette situation. Mais c'est sans compter sur les élans impérialistes d'une URSS inquiétée par la résistance au PDPA qui se développe à partir du Pakistan, donnant notamment lieu à la révolte d'Hérat (mars 1979). Recevant Taraki en septembre 1979, Brejnev l'encourage à se débarrasser de son rival khalqi, Hafizullah Amin. Or, le 16 septembre, c'est l'inverse qui advient : Amin, partisan d'une autonomisation vis-à-vis de l'URSS, prend le pouvoir. À Moscou, un conseil restreint composé principalement de Brejnev, de Gromyko, de Souslov et de Kossyguine planche sur la question. Il opte pour une intervention armée capable d'installer durablement en Afghanistan un gouvernement prosoviétique.

Le 24 décembre, un pont aérien commence à acheminer hommes et matériel vers Kaboul, la capitale. Le 27 décembre, l'Armée rouge prend d'assaut le palais de Kaboul. Amin est tué. Le parchami Babrak Karmal prend la direction du Conseil révolutionnaire. Dès le 28, Radio-Kaboul justifie l'intervention russe par la nécessité de sauvegarder les intérêts de la révolution d'avril 1978.

Mais déjà les rebelles musulmans opposés au Conseil révolutionnaire ont déclaré la *djihad* (« guerre sainte ») et s'opposent aux 5 000 soldats russes débarqués.

Tandis que le pont aérien déverse 50 000 nouveaux soldats sur le territoire afghan, la communauté internationale vit l'invasion comme un choc. Un sentiment de peur naît face à la brutalité de cette politique de la canonnière qui met fin à l'amorce de la détente avec les États-Unis et menace de déstabiliser les régions frontalières de l'Afghanistan (l'Iran et, plus encore, le Pakistan). L'alarmisme prévaut. L'URSS se trouve très vite isolée sur la scène internationale.

Les États-Unis, par la voix de Jimmy Carter puis de Ronald Reagan — qui, peu après son élection, parle d'une renaissance de l'« Empire du Mal » — dénoncent l'opération. La Maison-Blanche décrète l'embargo sur les céréales soviétiques (janvier 1980), puis bloque la moitié de ses exportations vers l'URSS, avant d'initier le boycott des jeux Olympiques de Moscou.

L'Inde, méfiante, adopte une position d'attente, cependant que le bloc des non-alignés condamne massivement l'intervention soviétique.

L'Europe de l'Ouest, au contact direct du bloc soviétique, est plus mesurée. La République fédérale d'Allemagne (RFA) d'Helmut Kohl comme la France, par l'intervention du président Valéry Giscard d'Estaing (5 janvier), jouent la carte de la modération afin de préserver les acquis de la détente. En France, le soutien du Parti communiste à l'intervention soviétique génère une vive polémique.

Le 14 janvier 1980, l'Organisation des Nations unies (ONU), par 104 voix pour, 18 contre et 18 abstentions, adopte une résolution condamnant « l'intervention armée » et exigeant le « retrait immédiat et inconditionnel » de l'Afghanistan.

Malgré les sanctions économiques et les condamnations internationales, l'URSS ne rompt pas la garde. Dès mars 1980, plus de 110 000 soldats tentent d'endiguer la révolte antisoviétique. L'Afghanistan sombre dans une guerre généralisée. Mais d'emblée la situation paraît ingérable : seuls 30 000 des 80 000 soldats afghans restent fidèles au gouvernement Karmal (qui essuie, en outre, trois tentatives de putsch durant l'été 1980). Les autres soldats rejoignent pour partie une guérilla qui, avatagée par la connaissance du terrain, harcèle l'armée soviétique et fait resurgir le spectre d'un engagement total de l'URSS, comparable à l'engagement américain au Viêt Nam.

Il n'en sera rien. Dès la fin de 1980, les forces d'invasion se résignent à ne contrôler que 25 p. 100 environ du territoire, l'Afghanistan dit « utile », une bande nord-sud située à l'Est du pays comprenant les centres vitaux et la capitale. La guerre ne pourra être que longue.

L'URSS opte pour une stratégie en deux volets : neutralisation et effort militaire aérien pour contrer la résistance. D'autre part, sur le plan social et politique, elle forme de nombreux jeunes Afghans (20 000 au total jusqu'en 1984) qui encadrent le PDPA.

Ajoutée à l'obligation d'apprentissage du russe comme deuxième langue (à la place de l'anglais) et à la présence massive de conseillers (10 000), cette démarche souligne la volonté chevillée du Kremlin d'imprégner en profondeur la société afghane, dans le doute même d'une issue militaire.

Sur le plan militaire en effet, la partie paraît ingagnable. En témoignent les opérations sur la vallée du Panshir. Elles ne parviennent pas à déloger le commandant Massoud. Après quatre vaines tentatives, l'Armée rouge lance sans succès Panshir V (mai 1982) avec 15 000 hommes et une forte couverture aéroportée. En avril 1984, Panshir VII aboutit à un piètre résultat : 33 p. 100 de la vallée est contrôlée après le déploiement de 26 000 hommes. Conjugué à l'exode massif des Afghans (5 millions dont les deux tiers fuient vers le Pakistan) qui alimente la résistance, ce type d'échec est désastreux à plusieurs titres. La guerre coûte cher à une URSS dont l'économie est malade. Les échecs militaires ne jouent pas en faveur d'une bonne représentation de la force de frappe soviétique. Par ailleurs, la perte des infrastructures afghanes (dès 1983, 50 p. 100 des hôpitaux et écoles sont détruits, 70 p. 100 des coopératives agricoles sont ruinées) ne favorise pas, dans la perspective d'une implantation durable, d'harmonieuses relations avec les Afghans. Enfin, la résistance des Moudjahidin, certes fragmentée mais soutenue par les États-Unis, la Chine, l'Égypte et l'Arabie saoudite notamment, ne cesse de s'affermir à mesure que les partis islamistes radicaux prennent le pas sur les modérés. L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev aux affaires, en mars 1985, change la donne.

Alors que les missiles « Stinger » sol-air américains permettent à la résistance de causer des dégâts de plus en plus considérables à l'armée de l'air soviétique, rendant cette fois impossible une victoire, Gorbatchev décide d'œuvrer en faveur du retrait. À cela plusieurs raisons. Il y a d'abord le sens de son action politique en URSS — qui s'appuie sur la perestroïka et la glasnost — contraire aux visées clairement offensives, impérialistes et arbitraires de la guerre.

Il y a évidemment les effets dévastateurs du conflit sur le plan économique et humain (l'URSS compte 35 000 blessés et perd 13 300 soldats durant la guerre). Joue enfin la volonté de Gorbatchev d'honorer, au plan international, la signature des accords de 1987 sur l'« option zéro » (pour l'armement) et de tirer les conclusions de la rumeur qui traverse alors la représentation diplomatique soviétique dans le monde : l'invasion a été une erreur.

Depuis 1982, des pourparlers intermittents se tiennent à Genève. Selon la lettre de la résolution de janvier 1980, les mandataires de l'ONU réclament le maintien de l'intégrité territoriale afghane, refusent l'ingérence et défendent le

droit des Afghans à une représentation politique élue, exigent le retrait immédiat et le retour des réfugiés. Fin 1986, Gorbatchev accepte ce plan sur quatre ans. L'URSS n'entre pas pour autant dans une logique défaitiste. En novembre 1986, elle favorise l'accession au pouvoir de Mohammad Najibullah à la tête du PDPA et de la présidence afghane, en remplacement de Karmal. Najibullah, homme lige, doit permettre l'irréversibilité de la révolution soviétisante en Afghanistan sous couvert de son gouvernement de réconciliation nationale.

L'annonce du retrait a lieu le 8 février 1988, deux mois avant la signature des accords de Genève (14 avril). La fin de l'intervention et le début du retrait sont effectifs à la mi-février 1989. Ainsi l'ère Gorbatchev, mettant fin à une guerre coûteuse, ouvre-t-elle la voie à une « nouvelle détente » internationale, mais ne règle ni la question fondamentale des zones d'influences des deux Grands ni celle d'un Afghanistan dévasté et déstabilisé, en proie à une guerre civile endémique.

Mazar-é Charif, ville du nord de l'Afghanistan, capitale de la province de Balkh, près de Balkh.

La ville est un centre commercial dynamique — c'est en effet par là que transite tout le commerce avec la Communauté des États indépendants (CEI) — et un lieu de pèlerinage important. La mosquée du xv^e siècle qui se trouve en ville renfermerait la tombe du calife Ali, le gendre de Mahomet.

Population (1988) : 130 600 habitants.

Pachtounes, ethnie comptant environ 13 millions d'individus, peuplant le sud-est de l'Afghanistan et le nord-ouest du Pakistan, également connus sous le nom de Pachtous, Pathans (en ourdou) ou Afghans (en persan).

Les Pachtounes, qui forment l'ethnie dominante de l'Afghanistan, sont vraisemblablement issus d'un même ancêtre qui aurait vécu dans ce qui est aujourd'hui l'Afghanistan. Entre le XIII^e et le XVI^e siècle, plusieurs tribus pachtounes émigrèrent au Pakistan.

Musulmans sunnites, les Pachtounes parlent le pachto, qui comporte deux dialectes principaux. Leur mode de vie repose principalement sur l'agriculture irriguée (blé, orge, fruits et légumes) et l'élevage de bétail (moutons, chèvres et dromadaires) et de volaille. Ils sont organisés en plus de cinquante tribus, elles-mêmes divisées en sous-tribus, clans, et sous-clans. Les dirigeants des tribus, les khans, ont un pouvoir limité. Les affaires importantes sont administrées par la sous-tribu, les chefs de clan ou le conseil tribal. Au Pakistan, certaines tribus à forte organisation politique établirent de petits royaumes. Les principes fondamentaux du code social des Pachtounes sont l'hospitalité, la vendetta et le droit d'asile. Les causes de querelles entraînant des vendettas sont, selon eux, « les femmes, l'or et la terre ». Il arrive que des dissensions surgissent entre des familles ou des clans entiers et se transmettent de génération en génération, à moins qu'elles ne soient réglées au cours de réunions entre les khans. Au Pakistan, la mort d'un kahn déclenchait fréquemment des affrontements entre les factions ou les différents prétendants au trône jusqu'à l'émergence d'un unique successeur victorieux.

Tadjiks, peuple d'Asie centrale vivant principalement en république du Tadjikistan, mais aussi en Afghanistan (la deuxième communauté du pays) où ils occupent surtout les régions du Wakhan et du Badakhchan dans les montagnes de l'Hindu Kush et les hauts-plateaux du Pamir.

Islamisés dès l'arrivée de l'islam dans la région (Tadjik voudrait dire « Arabe » en persan), beaucoup d'entre eux sont des ismaéliens, fidèles de l'Agha Khan, et la situation des femmes est beaucoup plus libérale que chez leurs voisins. Ils parlent une langue indo-européenne et des dialectes persans.

Habitant le fond des vallées, les Tadjiks pratiquent une petite agriculture de montagne (blé, orge, millet), du maraîchage irrigué (oignons, carottes, aubergines) et la culture d'arbres fruitiers (pommes, pêches, figues, amandes, noix et surtout abricots) dont ils font sécher les fruits comme provisions pour l'hiver ou pour la vente.

Ouzbeks, peuple d'Asie centrale vivant principalement en république d'Ouzbékistan, mais aussi en Afghanistan et au Tadjikistan.

Comme de nombreux peuples de la région, les Ouzbeks sont originaires de Mongolie. Ils firent partie de l'empire de Gengis Khan, se joignirent à la Horde d'or (XIV^e siècle). Ils se fixèrent au nord de l'Amou-Daria après leur défaite devant les Perses (1510) et fondèrent les khanats de Khiva, de Boukhara et de Kokand. Au XIX^e siècle, ces petites principautés souvent en guerre l'une contre l'autre furent annexées par la Russie. Les Ouzbeks tentèrent de recouvrer leur indépendance au moment de la Révolution russe et s'opposèrent aux bolcheviques jusqu'en 1924. Beaucoup refusèrent la domination soviétique et se réfugièrent en Afghanistan.

Les Ouzbeks ont un long passé de cohabitation (parfois conflictuelle) avec les Tadjiks et partagent avec eux un certain genre de vie. Musulmans sunnites de langue turque, ils n'ont pas tous abandonné le chamanisme. Ils sont semi-nomades, fermiers, ou artisans pour ceux qui ont émigré en Afghanistan.

Sunnisme, branche majoritaire de l'islam. Considéré comme correspondant à l'orthodoxie musulmane, le sunnisme est majoritaire au sein de l'islam, représentant environ 90 p. 100 de la communauté musulmane.

Les sunnites sont ainsi appelés du fait de l'importance qu'ils accordent à la Sunna, l'ensemble des paroles et des actions du prophète Mahomet que tous les croyants doivent s'efforcer d'imiter. La Sunna et le Coran sont considérés comme les deux sources principales de la loi islamique (la charia). Les sunnites ayant été les premiers à établir la primauté de la Sunna, il est probable qu'ils se soient fait appeler les « gens de la Sunna » pour se distinguer des autres branches de l'islam (chiisme et kharijisme), et cela, avant même qu'elles aient développé leur système juridique. Ainsi, les chiites soulignent également l'importance de la Sunna, à la différence qu'ils y incluent les paroles et les actions de leurs imams.

Selon la loi sunnite traditionnelle, l'idée existait déjà du vivant de Mahomet de consulter et suivre l'exemple du prophète en cas de doute sur une question religieuse ou juridique. Les injonctions du Coran appelant à « obéir à Allah [Dieu, en arabe] et à son Prophète » sont fréquemment citées pour justifier cette idée, ainsi que les versets relatifs à la révélation par Dieu du « Livre » (c'est-à-dire le Coran) et à la « sagesse » (*hikma*, comprise comme une référence à la Sunna).

D'après cette théorie, les compagnons de Mahomet se sont particulièrement attachés à se rappeler ses paroles et ses gestes, et les ont transmis après sa mort à la génération suivante, qui les a elle-même rapportés à la suivante, et ainsi de suite. Les anecdotes individuelles par lesquelles ont été transmises les paroles ou les actions du prophète ont été appelées hadiths.

Six recueils de hadiths, jugés authentiques, ont été acceptés par l'ensemble des musulmans sunnites, comme faisant autorité et possédant un statut plus élevé que d'autres collections existantes. Il s'agit des compilations d'al-Bukhari,

de Muslim ibn Hajjaj, d'Ibn Maja, d'Abu Dawoud, d'al-Tirmidhi et d'al-Nasa'i, considérées par les sunnites comme des textes canoniques dont l'autorité vient immédiatement après celle du Coran.

La théorie des sources de la loi sunnite, sans laquelle il n'était pas possible de produire des recueils de hadiths, a été élaborée vers la fin du II^e siècle de l'Hégire par Mohammad al-Chafii. Avant lui, les juristes musulmans n'étaient pas très rigoureux dans leur choix des sources desquelles la loi pouvait légitimement dériver, et bon nombre d'entre eux s'en tenaient à leur propre jugement (*ra'y*), qui était, selon le cas, fondé ou non sur d'autres sources. Cet état de choses n'était pas satisfaisant car il permettait d'apporter une multitude de réponses à un seul problème et menaçait de devenir un facteur de division au sein de la communauté des croyants (*umma*). Al-Chafii pose alors le principe selon lequel, lorsqu'il existe un verset coranique ou un hadith relatif à la question posée, il faut le considérer comme l'autorité en la matière, aux dépens de toutes les autres sources. C'est l'acceptation générale de la théorie d'al-Chafii qui marque réellement l'émergence de l'islam sunnite.

Avant Mohammad al-Chafii et même après lui, les théologiens ont toujours cherché à établir la nature précise de la relation entre les sources théoriques de la loi et son importance.

Bien qu'ils ont fini par admettre les principes généraux posés par al-Chafii, ils continuent à diverger sur certains points essentiels. Ces différends entraînent la formation, parmi les sunnites, de plusieurs « écoles de pensée » (*madhhab*, pluriel *madhâhib*), dont les quatre plus importantes sont toujours actives de nos jours. Chaque école a pris le nom d'un éminent théologien du II^e ou du III^e siècle de l'Hégire (VIII^e et IX^e siècles) :

- le malikisme, ou école malikite (du nom de Malik ibn Anas, mort en 796), également appelée école de Médine ;
- le hanafisme, ou école hanafite (du nom d' Abu Hanifa, mort en 767) ;
- le chafiisme, ou école chafiiite (du nom de Mohammad al-Chafii, mort en 820) ;
- le hanbalisme, ou école hanbalite (du nom d'Ahmad ibn Hanbal, mort en 855).

D'autres écoles de pensée ont été influentes à certaines époques (telle l'école zahirite, du nom d'Abu Dawud al-Isfahani, mort en 883), mais sont plus tard tombées dans l'oubli.

Ces quatre écoles rivales se sont combattues, jusqu'à ce qu'elles en viennent progressivement à se reconnaître mutuellement comme autant d'expressions légitimes de l'islam sunnite. Chacune a été prédominante dans une région précise du monde musulman. Ainsi, les malikites ont été très influents sur la péninsule Ibérique du temps de l'Espagne musulmane, mais aussi en Afrique du Nord et de l'Ouest ; les chafiiites en Asie du Sud-Est et en Afrique orientale ; les hanafites dans les anciennes provinces de l'Empire ottoman (Égypte, Syrie, Irak et Turquie) et en Asie centrale ; et les hanbalites en Arabie saoudite. Un musulman adepte de l'une de ces écoles est fortement découragé d'adhérer à une autre, à moins qu'il ne soit amené à vivre dans une région où son école n'est pas représentée. Certains réformateurs modernes ont toutefois appelé à s'inspirer des doctrines de l'ensemble des écoles et à les synthétiser en cas de besoin.

L'islam sunnite est devenue la forme dominante de l'islam en raison des vicissitudes de l'histoire. Son centre originel est en Irak, qui va devenir également le centre du califat, à partir de la dynastie des Abbassides (750-1258).

À l'origine, les califes se considèrent comme les seuls détenteurs de l'autorité religieuse, mais ils ont besoin pour cela de l'appui des théologiens qui élaborent le concept de la Sunna. Au début du IX^e siècle, les théologiens ont acquis suffisamment de confiance pour s'affirmer détenteurs de l'autorité religieuse, à la place des califes. Il s'ensuit une bataille acharnée pour le pouvoir entre les théologiens et les califes autour de la doctrine que ces derniers veulent établir comme l'« orthodoxie » et à laquelle les premiers sont farouchement opposés. Durant cette crise, connue sous

le nom de la *mihna*, les califes tentent de faire admettre le principe que le Coran est une œuvre créée dans le domaine temporel, mais ils ne parviennent pas à l'imposer aux théologiens. La *mihna* est abandonnée vers 850, et il est proclamé que les théologiens seront désormais les détenteurs de l'autorité religieuse de l'islam sunnite.

Bien que les califes aient continué d'être considérés symboliquement comme les chefs de l'islam sunnite, ils n'essaient plus de se mêler des questions de théologie ou de pratique religieuse.

Dès lors que la majeure partie du monde musulman est placée sous l'autorité des califes abbassides de Bagdad (750-1258), le sunnisme domine les autres courants musulmans (chiisme et kharijisme), qui sont confinés à des régions éloignées ou à des communautés dépourvues de structures politiques propres. L'autorité religieuse est localement répartie entre un grand nombre de théologiens et de dignitaires religieux, ce qui permet à l'islam sunnite de survivre à la désintégration et à la chute du califat.

Ce fonctionnement constitue l'élément de continuité essentiel dans les pays musulmans qui ont subi de nombreux changements de régimes et de dirigeants.

Chiisme (de l'arabe *Shi'at Ali*, « partisans d'Ali »), branche de l'islam ne reconnaissant qu'Ali et sa descendance comme successeurs de Mahomet.

Aujourd'hui, les chiites représentent environ 10 p. 100 du monde musulman, et sont majoritaires en Iran, en Irak et au Bahreïn. À la différence du sunnisme, branche principale de l'islam, le chiisme est doté d'un clergé, très hiérarchisé.

Cousin et gendre du prophète Mahomet par son épouse Fatima, Ali est le quatrième calife (« successeur ») de la communauté musulmane (*umma*). Dès la mort du Prophète (632) et la nomination d'Abu Bakr à sa succession, apparaît le premier désaccord au sein de la communauté, Ali invoquant sa qualité d'héritier légitime. La querelle s'intensifie lorsqu'en 644, à la mort du deuxième calife Omar, le vieil Othman est préféré à Ali. Le jour même de l'assassinat d'Othman, en juin 656, Ali est proclamé quatrième calife à Médine (aujourd'hui en Arabie saoudite). Cette élection est controversée, et plusieurs de ses alliés de la veille se détachent d'Ali, tels Aïcha et Amr ibn al-As. Le nouveau calife et ses partisans (les futurs chiites) prônent une rigueur religieuse.

De fait, ce qui rapproche les premiers partisans d'Ali est leur désaccord commun avec les principes politiques de la nouvelle religion, et notamment avec le mode de succession au califat. Ils sont simplement liés par le soutien qu'ils apportent à Ali en sa qualité de dirigeant de la communauté musulmane, et par leur opposition à ceux qui se sont révoltés contre lui — comme Mu'awiya (fondateur de la dynastie des califes omeyyades) et les kharijites.

Après l'assassinat d'Ali en janvier 661, ses partisans considèrent ses fils comme ses successeurs de droit au titre de calife. Mais comme Ali a plusieurs épouses, et de nombreux descendants de sexe masculin, les premiers chiites se sont regroupés en fonction de celui, parmi les différents prétendants de la dynastie alide, qu'ils reconnaissent et vénèrent comme imam.

Ali (v. 600-661), quatrième calife de l'islam (656-661).

Cousin germain et gendre de Mahomet, Ali est honoré par les sunnites en tant que dernier des quatre califes *rashidun* (« biens guidés »), à la suite d'Abu Bakr, Omar et Othman. Il est plus encore vénéré par les chiïtes, qui le considèrent comme l'unique successeur légitime du Prophète et comme le premier des imams.

Né à La Mecque, Ali — de son nom complet, Ali ibn Abu Talib — aurait été l'un des premiers convertis à l'islam. Disciple le plus dévoué du Prophète, il épouse sa fille Fatima, laquelle lui donne deux fils, Hassan et Hussein. Après la mort de Mahomet, en 632, Ali revendique vainement le droit de succession au califat, qui revient successivement à Abu Bakr, Omar et Othman. Après l'assassinat de ce dernier (656), Ali devient le quatrième calife (« successeur de Mahomet »).

Durant la première année de son califat, Ali doit faire face à une révolte fomentée dans la ville de Bassora (aujourd'hui en Irak) par deux anciens compagnons du Prophète, Talha et Zubayr, eux-mêmes menés par Aïcha, la plus respectée des veuves de Mahomet. Les troupes rebelles sont vaincues à la bataille du Chameau dès 656 ; mais c'est Mu'awiya, gouverneur omeyyade de la Syrie et proche parent du calife Othman assassiné, qui s'oppose dès lors à Ali, contestant la légitimité de son califat. Ali et Mu'awiya se livrent une longue bataille à Siffin, qui s'achève en 658 par un compromis à la suite duquel Ali perd le califat.

Ali est assassiné en 661 par un kharijite. Le nouveau calife, Mu'awiya, déplace la capitale vers la Syrie où il fonde la dynastie des califes omeyyades, qui règne sur l'empire musulman de 661 à 750.

Sunnites, chiïtes et kharijites — même si leurs interprétations divergentes de l'islam ne sont formellement fixées que bien après la mort d'Ali — font remonter l'origine de leurs différends à la période de son califat ; en effet, le terme de « chiïte » vient de l'arabe *Shi'at Ali*, qui signifie « partisans d'Ali ».

Les descendants d'Ali sont considérés par les sunnites, comme par les chiïtes, comme des êtres nobles, détenteurs du titre honorifique de « Sayyid ».

Les chiïtes et les soufis tiennent Ali pour le principal détenteur de l'ésotérisme musulman. Pour les chiïtes imamites et ismaéliens, Ali est infaillible, doté de pouvoirs miraculeux et investi de la science divine. Pour leur part, les mystiques du soufisme voient en lui le père fondateur de leur mouvement (après Mahomet), puisqu'ils font remonter la lignée de leur transmission spirituelle jusqu'à lui.

L'imamat est en effet au centre du chiïsme primitif. Quatre croyances principales sont acceptées par tous les chiïtes et représentent les piliers de la doctrine chiïte de l'imamat :

- Ali a été choisi par Dieu (*Allah* en arabe) comme imam et dirigeant légitime du monde, tant musulman que non musulman.
- L'existence de l'univers dépend de la présence d'un imam vivant.
- Tous les imams doivent être des descendants d'Ali (on parle de dynastie alide).
- Ali et ses descendants imams possèdent des qualités surhumaines — que les autres musulmans ne reconnaissent que dans les prophètes —, telles que l'infaillibilité (*isma*), des pouvoirs miraculeux, et une connaissance accordée par Dieu (*ilm*).

Bien que la plupart des groupes chiïtes n'admettent comme imams que des descendants d'Ali et de sa première épouse Fatima (la fille du Prophète), certains, tels les kaysanites, ont reconnu une descendance de Muhammad ibn al-Hanafiya, le fils d'une autre épouse.

La doctrine de l'imamat est restée le cœur du dogme de la plupart des groupes chiites jusqu'à aujourd'hui encore (à l'exception des zaydites) et contraste nettement avec la foi sunnite. Certaines factions du mouvement chiite considérées comme extrémistes (*ghulat*), telles que les Ali-illahis et les druzes, ont mené plus loin cette doctrine et déclaré que les imams étaient des incarnations divines, plaçant ainsi leurs croyances à l'index de l'islam.

Bien que se référant à la doctrine de l'imamat (sauf les zaydites), les chiites ne s'accordent pas sur le nombre d'imams légitimes. Ils se sont donc scindés en plusieurs branches, dont les principales sont les imamites, les ismaéliens et les zaydites.

Correspondant au courant chiite majoritaire, les imamites (ou imamis, ou chiites duodécimains) reconnaissent l'existence de douze imams légitimes successifs, dont les trois premiers sont Ali et ses deux fils (Hassan et Hussein). Le dernier imam est, selon leur croyance, entré en occultation vers 940.

L'imamisme est la religion majoritaire officielle de l'Iran depuis le début du XVI^e siècle. Il est également très représenté au Proche-Orient et en Asie (particulièrement en Irak, au Sud-Liban, en Inde et au Pakistan). La religion bahaï, bien que distincte de l'islam, est issue du babisme, un mouvement né du chiisme imamite en Iran au XIX^e siècle.

Un groupe moins nombreux de chiites, les ismaéliens (ou ismaïliens, ou chiites septimains, également appelés *batinis*), ne reconnaît l'autorité que de sept imams successifs, le dernier (Ismaïl ben Jafar) étant entré en occultation au VIII^e siècle.

Cependant, pour de nombreux ismaéliens, la lignée a été abandonnée deux siècles plus tard au bénéfice de différents rivaux. Ainsi, au Moyen Âge, une lignée des imams (les Fatimides) a établi un califat dynastique en Afrique du Nord, fondé Le Caire et régné sur l'Égypte (969-1171). D'autres ismaéliens — tels que les qarmates (*Qaramita*), qui ont établi leur propre État à Bahreïn et à Oman — ont refusé de les reconnaître, ainsi que tout autre prétendant.

Les Fatimides eux-mêmes se sont divisés en plusieurs branches au cours du XI^e siècle : l'une d'entre elles, les nizarites, s'est séparée des califes-imams du Caire et a fondé son propre État indépendant en Perse (Iran) et en Syrie. Les ennemis des nizarites les ont appelé *Hachichiyyin* (devenu les Assassins en Occident), en référence à leur prétendue dépendance au haschisch. Les imams nizarites sont considérés comme les ancêtres de l'Agha Khan — dont l'actuel, Agha Khan IV, est le 49^e imam.

Les tayyibis forment également une secte issue des Fatimides, bien qu'ils ont adopté une autre lignée d'imams qui se termine par une nouvelle occultation. Beaucoup ont émigré du Caire pour fonder une communauté au Yémen au XII^e siècle ; plus tard, au XVI^e siècle, une branche a quitté le Yémen pour l'Inde et fondé la communauté bohra (ou bohara). Celle-ci croit que son imam est devenu occulte et suit par conséquent un chef religieux, le « *dai* absolu », qu'elle considère comme l'unique représentant de l'imam caché et la plus haute autorité en ce qui concerne la doctrine et les affaires légales.

Bien qu'ils ne soient généralement pas reconnus comme musulmans de nos jours, les druzes apparus au XI^e siècle sont également issus de l'ismaélisme fatimide.

Les imams zaydites n'ont pas adopté la principale doctrine chiite de l'imamat. Zayd ibn Ali (mort en 740), fondateur éponyme du zaydisme, a activement combattu pour l'imamat son frère, Muhammad al-Baqir (que les imamites et les ismaéliens considèrent respectivement comme le 4^e et le 5^e imam), en se révoltant contre le calife omeyyade en place. La revendication de Zayd, argument majeur des zaydites, indique qu'un véritable chiite doit adopter tout descendant

d'Ali et de Fatima, pourvu qu'il soit érudit, pieux et politiquement actif — c'est-à-dire révolté contre les autorités usurpatrices, qui renient sa légitimité en qualité de calife. L'imam ne dispose alors d'aucune qualité surhumaine.

Les zaydites ont fondé leur propre califat et État au Yémen, qui a survécu aux invasions et aux occupations, du IX^e siècle jusqu'en 1963. Un autre État zaydite, quoique bref et sans imam qui lui soit propre, a été fondé au IX^e siècle au Tabaristan (au sud de la mer Caspienne, en Iran). Comme les ismaéliens, les zaydites se sont divisés en plusieurs petites sectes dont la différence principale concerne le choix de l'imam puis, plus tard, divers points légaux et doctrinaux.

Les imamites et les ismaéliens ont une doctrine de l'imamat pratiquement identique, et accordent à leurs imams des qualités miraculeuses dont peuvent hériter leurs descendants. Ces deux branches du chiisme croient que le Coran contient une signification cachée ou ésotérique (*batin*), ainsi qu'une signification apparente ou exotérique (*zahir*) ; par conséquent, elles emploient l'outil exégétique du *tawil*, c'est-à-dire l'interprétation de la signification cachée du Coran, grâce à la connaissance de l'imam, qui lui a été accordée par Allah. Les imamites et les ismaéliens sont également encouragés à dissimuler leurs véritables croyances afin de « se protéger » (*taqiyya*) : cette attitude peut être justifiée par les persécutions subies par les adeptes de la foi chiite au cours de l'histoire.

Pour ce qui les concerne, les zaydites rejettent tout ce qui précède. Leurs imams ne sont pas dotés de qualités surhumaines, mais sont simplement les meilleurs dirigeants et les érudits religieux les plus savants de leur époque. Seuls l'érudition, la piété et l'activisme politique (une qualité qui exclut le *taqiyya*) peuvent développer le potentiel d'un imam.

Les imamites (duodécimains) et les ismaéliens (septimains) partagent la même lignée d'imams jusqu'au sixième, Jafar al-Sadiq. Les deux branches s'accordent sur le fait qu'un imam doit être désigné (*nass*) par son prédécesseur, mais divergent sur le nom du fils qui a succédé à Jafar al-Sadiq : pour les imamites, c'est Musa al-Kazim qui a été désigné, tandis que les ismaéliens ont adopté l'aîné, Ismaïl ben Jafar (mort avant son père selon les imamites, en occultation pour les ismaéliens). Les zaydites renient cette idée de désignation d'un successeur : pour eux, quiconque de la bonne lignée peut revendiquer la fonction d'imam, même si cela signifie entrer en concurrence avec un imam en place.

Les imamites et certains ismaéliens (les qarmates et les bohras) croient que la lignée des imams a été interrompue, et que le dernier imam, entré en occultation, vit sous la protection d'Allah et reviendra sous forme humaine à la fin des temps, en qualité de mahdi. Les imamites et les qarmates ont adoptés respectivement 12 et 7 imams. Par contre, pour les khojas — la majorité des actuels ismaéliens — et les zaydites, la lignée des imams continue jusqu'à nos jours, ainsi que le contact entretenu par l'imam avec ses disciples.

Les trois branches du chiisme ont une approche pratique relativement différente de la question de l'autorité religieuse, même si les imamites et les ismaéliens ont théoriquement davantage en commun, comme par exemple la doctrine de l'imamat. Comme les imamites ont perdu le contact avec leur imam depuis le IX^e siècle, leurs conseils religieux leur viennent généralement des classes religieuses, c'est-à-dire des gardiens traditionnels de la littérature issue des instructions du Prophète et des imams.

De toutes les classes religieuses, ce sont les légistes (*fuqaha*) — qui se font appeler gouverneurs de l'imam caché et sont reconnus comme tels — qui dominent. Pendant plusieurs siècles, les légistes pragmatiques imamites ont réussi à

occuper la plupart des différentes charges et à jouir de nombreux privilèges tombés en désuétude avec la disparition du douzième imam : prise en charge de la prière du vendredi, collecte et répartition des différents impôts, nomination des juges (*qadis*), légalisation de décisions de jurisprudence (*ijtihad*), déclarations juridiques (*fatwa*). Grâce à ces fonctions, les légistes imamites sont parvenus à amasser beaucoup de richesses et à concentrer le pouvoir politique dans leurs mains. Depuis le XVIII^e siècle, ils ont également formé une hiérarchie de pouvoir politico-religieuse : ceux qui occupent les rangs les plus élevés (ayatollah ou *marja al-taqlid*) jouissent d'une autorité bien plus grande que celle des légistes sunnites, ismaéliens ou zaydites : ils forment un corps qui tient davantage du sultan ou du calife sunnite. Seul le « *dai* absolu » des ismaéliens bohras exerce une autorité encore supérieure.

Les chiïtes et les sunnites diffèrent en plusieurs domaines. Leur moindre désaccord concerne la loi et les rituels, et leurs plus grandes divergences concernent leur manière de concevoir l'autorité légitime, la théologie et le génie de leur culture.

Les imamites et les ismaéliens concentrent leur foi sur leurs doctrines respectives de l'imamat, ce qui leur donne une conception totalement différente de l'autorité telle qu'elle est conçue chez les sunnites et les chiïtes zaydites.

Les sunnites et les zaydites rejettent de même la croyance imamite et ismaélienne selon laquelle les imams ont droit au pouvoir absolu et possèdent une connaissance complète de toutes les sciences (juridique, théologique, exégétique, etc.). Cette autorité absolue permet même à certains imams ismaéliens de déclarer l'abrogation de la loi islamique (la charia).

Par opposition aux sunnites, les imamites et les ismaéliens pensent que les paroles et les actions des imams (en raison de leurs connaissances accordées par Allah, leur perfection et leur infaillibilité) ont une origine divine au même titre que celles du Prophète, et sont donc également des *hadiths*.

Les imamites et les ismaéliens croient également que les *hadiths* ne sont valables que si ceux qui les transmettent sont imams ou « véritables musulmans » (entendons chiïtes) : la plupart des *hadiths* sunnites et zaydites ne sont donc pas reconnus, au moins en théorie. Les sunnites et les zaydites peuvent admettre que les imams imamites et ismaéliens transmettent oralement les lois (les *hadiths* prophétiques), mais renient tous les *hadiths* dont la source est un imam et non le Prophète. Alors que les *hadiths* sunnites et chiïtes diffèrent beaucoup en ce qui concerne leurs théories de transmission, leur contenu varie peu, sauf ce qui est relatif à l'autorité et à la théologie.

Il y a peu de différence d'interprétation du code divin de la loi islamique (la charia) entre les sunnites et les chiïtes. Les quelques désaccords qui apparaissent concernent principalement l'héritage et les droits des femmes, qui tendent à être plus libéraux chez les imamites et les ismaéliens. Seuls les imamites acceptent le mariage temporaire (*muta*), une pratique rejetée par les ismaéliens, les zaydites et les sunnites.

La jurisprudence zaydite et imamite (*fiqh*) est presque identique à celle des sunnites en général (et particulièrement l'école chaféite). Les zaydites et la principale branche des imamites ont les mêmes sources juridiques que les sunnites, à savoir : le Coran, les *hadiths*, le consensus de la communauté (*ijma*) et l'opinion humaine fondée sur la raison (*ijtihad*). Pourtant, les imamites considèrent le consensus comme un accord communautaire avec l'imam. Les opinions humaines permettent d'adopter des lois pour les cas juridiques sans précédent : contrairement aux sunnites, les imamites emploient le raisonnement déductif (*aql*) et non analogique (*qiyas*) pour établir des comparaisons entre les cas connus et les cas sans précédent. Comme les sunnites, les zaydites et les imamites considèrent que ces opinions juridiques sont subjectives, temporaires et peuvent être controversées (*ikhtilaf*). Par conséquent, comme les sunnites, les zaydites et les imamites bénéficient d'une certaine liberté d'opinion juridique.

Par opposition, les ismaéliens khojas et bohras n'ont pas besoin de l'opinion humaine car leur imam (de par sa connaissance infaillible accordée par Allah) et leur « *dai* absolu » (qui possède l'infaillibilité et la connaissance supérieure en sa qualité de représentant unique de l'imam) trouveront toujours les solutions irréprochables et permanentes.

Il existe quelques différences de rite entre les chiïtes et les sunnites. Parmi les plus significatives, on peut citer, par exemple, la formule ajoutée par les chiïtes à l'expression musulmane générale de confession de foi (*shahada* ou *kalima*) : *wa Ali wali Allah* (« et Ali est l'aimé d'Allah »). Contrairement aux sunnites, les chiïtes sont autorisés à ne prier que trois fois par jour, au lieu de cinq ; ils sont également encouragés à effectuer des pèlerinages mineurs (*ziyara*) sur les tombes des imams, voire à remplacer par ceux-ci le principal pèlerinage musulman, le *hadj* (l'un des cinq piliers de l'islam).

Les trois groupes chiïtes pleurent l'assassinat d'Ali et celui de son fils Hussein, mais les chiïtes imamites ont institué différents rituels pour ces martyrs, ce qui les différencie de leurs frères chiïtes et des sunnites. Pour le premier rituel, indirectement lié à Ali pour afficher leur union (*walaya* ou *tawalla*) avec celui-ci, les imamites lancent souvent des excommunications publiques (*baraa* ou *tabarru*), des calomnies (*sabb*) et des insultes (*lan*) aux rivaux d'Ali — des personnages généralement révéérés par les sunnites, tels que la veuve de Mahomet (Aïcha), les trois premiers califes (Abu Bakr, Omar et Othman) et tous les disciples du Prophète qui n'ont pas été reconnus comme partisans d'Ali. Ce rituel est particulièrement populaire en Iran, dans l'institution safavide d'*Umar-kushan*, commémoration annuelle du meurtre du deuxième calife Omar (Omar ibn al-Khattab). Cette dissociation rituelle de personnages révéérés par les sunnites (et les insultes qui leur sont faites) est rejetée par la plupart des zaydites, dont les traditions historico-religieuses décrivent ces personnages de manière plus positive.

Le second rituel imamite (*taziya*) institué est la commémoration annuelle de la passion du petit-fils du prophète et troisième imam, Hussein, martyrisé à Kerbela le jour d'Ashura (ou Achoura), le 10^e jour du mois de muharram.

Les sunnites et les chiïtes ont adopté des théologies très différentes : les imamites et les zaydites suivent une forme de mutazilisme (l'ancienne théologie officielle de plusieurs califes abbassides). Contrairement aux sunnites qui croient que le Coran n'a pas été créé et que l'histoire humaine et l'univers sont prédéterminés, les imamites et les zaydites croient en la libre volonté humaine et dans la création temporelle du Coran (voir théologie spéculative de l'islam). Les ismaéliens, par ailleurs, suivent un système philosophique adapté du néoplatonisme, également adopté par de nombreux groupes soufis et philosophes musulmans (voir philosophie islamique). En général, les théologies chiïtes ne sont pas en accord avec leurs contreparties sunnites (dont l'acharisme) et sont bien plus sensibles à des influences philosophiques.

La foi chiïte imamite a influencé de nombreux penseurs et groupes sunnites depuis le Moyen Âge. Les sunnites font souvent preuve d'un fort attachement sentimental et de respect envers les Alides, en particulier les douze imams des chiïtes imamites. Sous les dominations mongole (du XII^e au XIV^e siècle) et timuride (fin du XIV^e et XV^e siècle), il était courant pour les sunnites d'effectuer des actions de dévotion en faveur des douze imams, telles que de visiter leurs tombes en plus de celles de leurs grands maîtres soufis, ou même de participer aux processions de deuil de *taziyya* chiïtes. Les soufis peuvent effectuer ces actions en raison du rang élevé qu'ils accordent à Ali, qu'ils considèrent comme le fondateur de leur mouvement.

C'est donc par l'intermédiaire du soufisme que beaucoup de sentiments et de rites chiïtes ont été communiqués aux principales branches sunnites. De nombreux ordres sunnites sont ainsi passés au chiïsme (tels les Kubrawis et les Safavides). La vénération sunnite envers les imams chiïtes n'a jamais reçu en retour la vénération des chiïtes pour les personnages généralement vénérés par les sunnites. Au contraire, à la fin du Moyen Âge, les imamites ont lancé de plus en plus d'excommunications et d'insultes envers les personnages éminents des sunnites, notamment les trois premiers califes (Abu Bakr, Omar et Othman) et l'épouse favorite du prophète (Aïcha).

En dépit de leurs différences et d'une histoire tumultueuse, les sunnites et les chiïtes ont tenté de réduire leurs différences au cours des derniers siècles. En particulier, dans l'Iran du XVIII^e siècle, le dirigeant chiïte imamite Nader Chah a essayé, sans succès, de transformer le chiïsme imamite en une cinquième école légale sunnite appelée *Jafari madhhab*. Dans une moindre mesure, deux chiïtes (un imamite, l'autre khoja) ont été envoyés d'Inde pour transmettre les inquiétudes des communautés chiïtes et sunnites, lorsqu'en 1923 le nouveau gouvernement de la République turque (successeur de l'Empire ottoman) a commencé à discuter de l'abolition du califat de « tous les musulmans sunnites ».

Mahomet (v. 570-632), prophète de l'islam.

Les sources relatant la vie de Mahomet sont des textes écrits en arabe par des érudits musulmans, dont le plus ancien date d'une centaine d'années après la mort du prophète. Ce récit a été compilé par Ibn Ishaq, mort en 768 ; les autres biographies classiques ont été rédigées au IX^e siècle.

Mahomet est né à La Mecque, dans la province du Hedjaz. Le jour et l'année de sa naissance ne sont pas établis avec certitude, mais selon une tradition communément admise, le prophète naît l'« année de l'Éléphant », ainsi appelée en raison de l'expédition manquée contre la Kaaba, le temple de La Mecque, conduite par Abraha, le prince éthiopien du Yémen, monté sur un éléphant blanc. De récentes recherches situent l'événement en 570 apr. J.-C.

La famille de Mahomet appartient au clan des Hachémites, de la tribu des Qoraychites, laquelle constitue la quasi-totalité de la population de La Mecque. Les Hachémites ne comptent pas parmi les familles les plus illustres, mais ils jouissent d'un certain prestige religieux du fait de leur droit héréditaire à certaines charges attachées au pèlerinage de la Kaaba. Abdallah, le père de Mahomet, meurt avant la naissance de son fils, et sa mère, Amina, décède alors qu'il est encore un enfant.

La tradition fait état de signes extraordinaires ayant accompagné la conception et la naissance du prophète. Son prénom lui aurait été attribué à la suite d'un songe fait par son grand-père. Il en recevra d'autres plus tard, tels que Abu al-Qasim, Ahmed et al-Mustafa.

La tradition rapporte que le jeune Mahomet est emmené un jour par son oncle à la tête d'une caravane de commerçants venant de La Mecque et se rendant en Syrie. Le convoi s'étant arrêté près d'un ermitage, Mahomet est accueilli comme l'envoyé de Dieu par un moine chrétien, au vu de certaines marques que le jeune homme porte sur le corps et en raison de phénomènes miraculeux qui ont accompagné sa venue.

Mahomet est embauché par une riche commerçante veuve de La Mecque, nommée Khadija, pour gérer ses affaires. Séduite par l'honnêteté et l'habileté du jeune homme, elle lui propose le mariage. Mahomet est âgé de vingt-cinq ans lorsqu'il épouse Khadija, du vivant de laquelle il ne prend aucune autre femme. Après sa mort, il prend plusieurs épouses, dont la plus célèbre est la jeune Aïcha.

Mahomet a quarante ans lorsqu'il reçoit sa première révélation. Pendant une retraite solitaire dans une grotte sur la montagne de Harra, aux alentours de La Mecque, il a une vision de l'archange Gabriel (*Jibrîl*) et ressent une telle douleur qu'il croit en mourir. Il reçoit l'ordre de « réciter » (*iqra*), et ne sait quoi dire. Il finit par réciter ce qui est

devenu le début de la sourate XCVI (chapitre 96) du Coran :

Lis, au nom de ton Seigneur qui a créé tout ; qui a créé l'homme de sang coagulé. Lis, car ton Seigneur est le plus généreux. Il t'a appris l'usage de la plume ; Il apprend à l'homme ce que l'homme ne savait pas.

Une longue période s'écoule entre cette première révélation et les suivantes, qui se succèdent jusqu'à la mort du prophète.

L'ordre selon lequel ces révélations lui sont inspirées permet de comprendre comment s'est développé l'enseignement de Mahomet. En effet, lorsqu'elles sont toutes réunies après sa mort pour former le Coran, elles ne sont pas organisées selon l'ordre chronologique : les compilateurs les rassemblent dans le sens qu'ils pensent correspondre à la chronologie de la vie du prophète. Les exégètes musulmans réussissent ensuite à établir la relation entre les sourates du Coran et la vie de Mahomet, et l'on sait maintenant que les premières révélations, courtes et formulées dans un langage vif et imagé, avertissent l'homme qu'il sera jugé par Dieu pour ses actes et sévèrement puni pour n'avoir pas rectifié sa conduite. Avec le temps et au fur et à mesure que l'autorité de Mahomet s'impose sur la première communauté de musulmans fondée par lui à Médine, les révélations s'allongent, perdant de leur caractère d'urgence et portant davantage sur les solutions aux problèmes pratiques auxquels sont confrontés le prophète et ses disciples.

La tradition rapporte un épisode miraculeux qui lui serait arrivé à l'âge de six ans et qui présente, selon certains exégètes modernes, des traits identiques avec les légendes qu'on retrouve dans la vie d'autres prophètes. Deux anges sont venus, ont ouvert sa poitrine, en ont extirpé le cœur qu'ils ont soigneusement nettoyé avant de le remettre à sa place, le lavant ainsi de toute souillure et l'emplissant de foi et de piété. Une autre aventure extraordinaire attribuée à Mahomet raconte que, pendant son sommeil, il aurait été emporté de sa résidence mecquoise jusqu'au trône de Dieu, dans les cieux. Ce célèbre récit est celui de la Visite nocturne (*Isra*), qui a donné lieu à de nombreuses allégories, notamment dans l'islam mystique (*soufi*), et qui aurait inspiré à Dante la *Divine Comédie*.

Les diverses sources sur la vie des premiers disciples de Mahomet à La Mecque ne s'accordent que sur le fait que ces derniers ne sont ni nombreux ni puissants, et qu'ils sont farouchement combattus par la majorité des Mecquois, qui les accusent de détrôner la religion de leurs ancêtres.

Un des épisodes rapporté par des sources traditionnelles et généralement considéré par les musulmans comme une pure invention concerne ce que certains exégètes modernes ont appelé les « versets sataniques » (expression inconnue des récits traditionnels). Désespéré de ne pouvoir rallier à lui les Mecquois, Mahomet aurait été tenté par Satan pour proclamer comme révélation divine des versets pervers, qui reconnaissent dans l'islam trois déesses du panthéon des Mecquois comme des intermédiaires entre les hommes et Dieu. En apprenant cette nouvelle, les Mecquois se réjouissent et embrassent la nouvelle religion. Plus tard, l'archange Gabriel apparaît à Mahomet ; il lui apprend que ces révélations lui ont été inspirées par Satan et lui dicte les véritables versets divins que l'on trouve aujourd'hui dans le Coran (sourate LIII), dans lesquels ces déesses sont démystifiées et présentées comme n'étant « que des noms », sans aucune puissance ni réalité. Lorsque ces versets rectifiés sont annoncés aux Mecquois, ces derniers abandonnent l'islam et reviennent à leur paganisme originel.

À La Mecque, l'opposition à Mahomet est si forte qu'un grand nombre de ses disciples doit se réfugier en Abyssinie, chez les chrétiens éthiopiens, de l'autre côté de la mer Rouge. N'ayant pas réussi à trouver d'appui dans la ville de Taïef, le prophète quitte La Mecque et trouve refuge, avec ses disciples, dans la petite oasis de Yathrib, à 350 kilomètres au nord de La Mecque. Cet événement, qui date de l'an 622, est appelé l'Hégire (l'« émigration »). Il inaugure l'établissement de la première communauté musulmane (*umma*) à Yathrib, qui prend le nom de Médine, et marque plus tard le début du calendrier musulman de l'ère de l'Hégire.

Mahomet aurait été invité par les habitants de Yathrib pour servir de médiateur entre les différentes factions de la ville, qui se combattent par les armes. C'est la seule explication plausible à la notoriété qu'il acquiert si vite auprès de la population. Sa communauté comprend au départ des païens, des musulmans et un grand nombre des juifs vivant dans la région. Plus tard, la communauté n'est plus composée que de musulmans, mais tous ses membres n'ont pas adopté l'islam par conviction. On appelle ces derniers les hypocrites ou les douteurs (*munafiqun*). Les tribus juives, qui ont été au départ acceptées au sein de la communauté, en sont chassées ou décimées sur l'ordre du prophète au fur et à mesure que leurs relations avec les musulmans se détériorent. Ils sont accusés de soutenir les ennemis de Mahomet.

Ses succès militaires représentent l'une des principales raisons de l'autorité grandissante du prophète à Médine. L'attaque qu'il lance sur les caravanes qoraychites à Badr, en 624, lui assure une victoire écrasante sur ses ennemis mecquois, pourtant numériquement supérieurs. L'année suivante, il engage une nouvelle bataille contre les Qoraychites à Ohod (625), qui se termine par la déroute des musulmans. Il réussit à repousser définitivement ses ennemis mecquois en 627, en creusant un fossé autour de Médine, qui empêche ces derniers de pénétrer dans la ville. Son prestige s'en trouve renforcé au point que les tribus des régions avoisinantes commencent à sceller des alliances avec lui et à se convertir à la nouvelle religion. En 628, il peut conclure avec les Mecquois le traité de Hudaibiya, par lequel il parvient, au prix de certaines concessions, à conférer à sa communauté un statut équivalent à celui des Mecquois. En 630, il réussit même à s'emparer de La Mecque sans coup férir. Les Mecquois, qui se sont opposés à lui depuis longtemps, finissent par se convertir à l'islam. Le temple de la Kaaba, qui est devenu le centre de l'islam, est dès lors accessible à tous les musulmans.

Après la conquête de La Mecque, l'autorité et le prestige de Mahomet se répandent dans toute l'Arabie, et les forces musulmanes parviennent jusqu'au sud de la Syrie. En 632, le prophète fait le voyage de Médine à La Mecque pour accomplir son dernier pèlerinage (*hajj*), appelé depuis Visite d'adieu. Il meurt peu après son retour à Médine et est enterré dans sa maison. Une mosquée est élevée au-dessus de son tombeau. Elle est considérée aujourd'hui comme l'une des plus importantes mosquées de l'islam.

De nombreux exégètes modernes reconnaissent la véracité des faits rapportés par la tradition sur la vie de Mahomet, mais émettent des réserves sur les éléments miraculeux et surnaturels qui y sont rattachés. Tentant d'expliquer la vie et les activités de Mahomet par des facteurs économiques, politiques, sociologiques et psychologiques, un certain nombre de chercheurs ont souligné le rôle des routes commerciales de l'ouest de l'Arabie dans le développement des conditions sociales favorables à l'émergence d'une nouvelle religion, ainsi que dans la pénétration des influences juives et chrétiennes dans cette région. Aussi continuent-ils de rassembler tous les événements attestés et les conditions sociales qui prévalaient au début du VII^e siècle, afin de reconstituer les faits de la vie de Mahomet en tant que personnage historique.

Hindu Kush, système montagneux majeur de l'Asie centrale, s'étendant sur environ 1 000 km en Afghanistan, au Pakistan et au Tadjikistan. Ce système se situe principalement dans le nord-est de l'Afghanistan. Des branches de cette chaîne, notamment le Paropamisos et le Safed Koh, prolongent l'Hindu Kush de l'Afghanistan presque jusqu'à la frontière de l'Iran. Ces montagnes, constituées de granite, de schiste ou de roches cristallines, furent sans doute soulevées au cénozoïque. Le système est en partie caractérisé par des strates de calcaire du crétacé chevauchant des strates de schiste et d'argile du cénozoïque.

L'Hindu Kush s'étend vers le sud-est à partir du Pamir, dans le Tadjikistan, en présentant d'abord un plateau élevé relativement étendu, parsemé de petits lacs glaciaires, ainsi que des cols dont l'altitude varie entre 3 810 et 5 335 m. Puis, vers le sud-ouest, le plateau gagne en altitude et laisse place à des pics, dont le plus élevé est le Tirich Mir, à

7 690 m d'altitude, au Pakistan. De nombreux autres pics de cette région s'élèvent à plus de 6 100 m, entrecoupés de cols, tels que le Baroghil, le Dorah et le Khawak (Khavak).

De nombreuses rivières prennent leur source dans l'Hindu Kush, dont l'Amou-Daria sur le versant nord, l'Helmand et plusieurs affluents de l'Indus, comme le Kabul et le Kunar, sur le versant sud.

Sulayman, monts, chaîne montagneuse située au centre du Pakistan, s'étendant sur environ 400 km en direction nord-sud et parallèle au fleuve Indus, à l'ouest de celui-ci. L'altitude moyenne approximative est de 1 500 m. Les points culminants sont les sommets jumeaux de Kaisargarh (3 441 m) et de Takht-i-Sulaiman (3 379 m). Ce dernier a été baptisé le « trône de Salomon » du fait de la présence d'une cavité en forme de trône dans la roche formant le versant sud.

Amou-Daria, anciennement Oxus, grand fleuve prenant sa source dans les montagnes du Pamir, en Asie centrale, et d'une longueur d'environ 1 415 km.

Il emprunte une trajectoire nord-ouest et sert de frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, puis entre le Turkménistan et l'Ouzbékistan ; il arrose ensuite la Karakalpakie avant de se jeter dans la mer d'Aral. Depuis les années 1950, les eaux du fleuve sont prélevées par les canaux d'irrigation (principalement pour les cultures de coton qui nécessitent de très grandes quantités d'eau) si bien que son niveau a baissé considérablement et que le volume d'eau apporté à la mer d'Aral a énormément diminué.

Dans les années 1980, il arriva plusieurs fois que l'Amou-Daria ne déverse que très peu d'eau, voire plus d'eau du tout, dans la mer d'Aral. Si l'on ajoute à cela l'appauvrissement considérable des arrivées d'eau du Syr-Darya au cours des dernières décennies, on comprend que le volume de la mer d'Aral ait enregistré une baisse de 70 p. 100 environ depuis 1960. Le canal du Karakoum, le plus long canal de l'ancienne Union soviétique et l'un des plus longs du monde, est le principal responsable de cette baisse de niveau. Près de la ville d'Oba, le canal détourne environ 12 km³ par an, soit un neuvième de l'eau parvenant au bassin de la mer d'Aral. Cette baisse de niveau a entraîné une réduction du trafic fluvial sur l'Amou-Daria qu'autrefois les petites embarcations pouvaient emprunter sur la moitié de son cours. Le cours inférieur du fleuve s'ouvrait auparavant en un large delta recouvert d'une végétation très dense ; la baisse du débit a amené sa disparition presque totale. Au fil des siècles, le fleuve a changé plusieurs fois de lit. Aux III^e et IV^e millénaires av. J.-C., l'Amou-Daria coulait vers l'ouest, depuis l'oasis Khorezm jusqu'au lac Sarykamysh, et de là jusqu'à la mer Caspienne. Du XVII^e siècle jusqu'aux années 1980, l'Amou-Daria alimentait exclusivement la mer d'Aral, sauf en périodes de crues exceptionnelles, lorsque son trop-plein se déversait dans le lac Sarykamysh.

Khyber, passe de col d'Asie centrale dans le Safed Kod, principale voie de passage entre l'Afghanistan et le Pakistan ; placé sous l'autorité du Pakistan, ce défilé d'une cinquantaine de kilomètres relie Peshawar (au Pakistan) à Kaboul (en Afghanistan).

La passe de Khyber, dont la largeur n'est par endroits que de quelques mètres, est surplombée de montagnes difficiles d'accès, dont les parois s'élèvent à une hauteur qui varie entre 180 et 300 m. Le point culminant du col se trouve à 1 072 m d'altitude.

Pendant plusieurs siècles, la passe de Khyber a été empruntée par les envahisseurs pour pénétrer en Inde, de Darios I^{er} à Babur, en passant par Alexandre le Grand. Au XIX^e siècle, pendant les guerres anglo-afghanes, la passe a été le théâtre de nombreuses escarmouches entre soldats anglo-indiens et Afghans. Parmi les plus célèbres figure la bataille de janvier 1842, au cours de laquelle une colonne de 16 500 hommes (des soldats britanniques et indiens, ainsi

que leurs suiveurs) a été la cible des tirs de résistants afghans. Les Britanniques ont construit une route en 1879, empierrée au cours des années 1920. Une voie ferrée a été réalisée au même endroit dans les années 1920 : 34 tunnels et 94 ponts ont été nécessaires pour atteindre Landi Khana, près de la frontière afghane.

Kabul, cours d'eau d'Asie du Sud-Ouest qui prend sa source dans le nord-est de l'Afghanistan, à l'ouest de Kaboul.

Le Kabul coule vers l'est, traverse l'Afghanistan et pénètre au Pakistan occidental au sud des collines du Mohmand. La rivière se jette ensuite dans l'Indus, à Attock (au Pakistan). Elle traverse les villes afghanes de Kaboul et Djalālābād. Elle sert principalement à l'irrigation ; un barrage a été construit dans ce but à Djalālābād. La rivière fait environ 700 km de long ; elle est navigable en aval de Djalālābād.

Helmand, rivière d'Afghanistan. L'Helmand prend sa source dans le massif du Koh-i-Baba, à l'ouest de Kaboul, et coule principalement en direction du sud-ouest jusqu'à son entrée dans le Sīstan, la région frontalière entre l'Afghanistan et l'Iran. Il se dirige ensuite vers le nord et sert de frontière entre les deux pays puis disparaît dans les marécages des lacs du Sīstan. Dans son cours supérieur, l'Helmand est un torrent de montagne. À proximité de Girishk, il débouche dans la plaine. Après avoir conflué avec l'Arghandab près de Qaleh-ye Best (Kala Bist), au sud de Girishk, il atteint une largeur moyenne de 300 m et une profondeur maximale de 3,7 m. La longueur de son cours est d'environ 1 400 km.

Kaboul, capitale de l'Afghanistan, située dans le nord-est du pays, sur le Kabul, à une altitude d'environ 1 800 m.

Kaboul est le centre économique et culturel du pays. La ville revêt depuis longtemps une importance stratégique en raison de la proximité de la passe de Khyber. Le textile, les produits alimentaires et chimiques constituent l'essentiel de la production.

Kaboul, identifiée à la Kaboura d'Alexandre le Grand, acquiert de l'importance en 1504 quand Babur en fait la capitale de l'empire des Grands Moghols. Elle est détrônée par Delhi, mais reste un centre moghol important. En 1738, elle est conquise par le Perse Nader Chah et, en 1774, elle remplace Kandahar comme capitale de l'Afghanistan. Objet de rivalité entre les Britanniques, les Perses et les Russes, qui se disputent le contrôle de la passe de Khyber, elle est occupée à deux reprises (1839-1842 et 1879-1880) par les troupes britanniques. En dépit des efforts des Nations unies pour promouvoir l'établissement de la paix, les combats qui s'y déroulent à partir de 1992 entre les factions rivales provoquent un exode massif de la population. Au terme d'un siège de près de deux ans, qui entraîne de nombreuses destructions (dont celle du musée, totalement dévasté par des pillards), les talibans s'emparent de Kaboul en septembre 1996, alors aux mains des troupes du commandant Massoud.

Population (2003) : 2 956 000 habitants.

Kandahar (ou Qandahar), ville du sud de l'Afghanistan, capitale de province.

Principal centre commercial de la région, Kandahar est située dans une plaine irriguée à environ 1 000 m d'altitude. Les principales cultures de la province sont les fruits, les céréales, le tabac, la soie, le coton et la laine. Les industries de la ville sont principalement des conserveries de fruits et des usines de textile.

On peut y visiter le funéraire du roi d'Afghanistan, Ahmad Chah Dorrani (1722-1747), et admirer les ruines de l'ancienne ville, voisine du tombeau, qui fut détruite par le chah de Perse Nader Chah en 1738. Sous la domination soviétique, (1979-1989), Kandahar fut une importante base militaire. D'après la légende, l'ancienne ville de Kandahar aurait été fondée par Alexandre le Grand.

Population (1988) : 225 500 habitants.

Tibet, en chinois Xizang et en tibétain *Peu*, région autonome de la Chine. Sa capitale est Lhassa.

Situé dans l'Ouest chinois, le Tibet est limité au nord par la région autonome du Xinjiang et la province du Qinghai, à l'est par la province du Sichuan, au sud-est par la province du Yunnan et la Birmanie, au sud par l'Inde, le Bhoutan et le Népal, et à l'ouest par l'Inde. Le Tibet couvre une superficie totale de 1 222 000 km².

En raison d'une altitude moyenne de 4 900 m, le Tibet est souvent qualifié de « toit du monde ». Le territoire tibétain s'étend en effet sur les systèmes montagneux composés par l'Himalaya au sud, le Karakorum à l'ouest et les monts Kunlun au nord, qui comptent les plus hauts sommets de la planète.

Trois grandes régions naturelles forment le Tibet. Le haut Tibet ou Changthang couvre les deux tiers de la région, depuis les monts Kunlun jusqu'au Transhimalaya. Il forme un immense plateau désertique (plateau du Tibet, 800 000 km²), de haute altitude, surmonté de chaînes montagneuses séparées par des vallées situées à plus de 4 500 m d'altitude. Le Tibet oriental (Chamdo) est constitué par une succession de vallées parallèles, orientées nord-sud, dans lesquelles s'écoulent certains des plus grands fleuves d'Asie comme le Mékong ou le Yang-tseu-kiang. Ces vallées sont dominées par de hauts plateaux, culminant parfois à 5 000 m d'altitude, et par des chaînes cristallines (Ningjing shan, Taniantaweng shan) dépassant 6 000 m d'altitude. Le Tibet méridionale, enfin, occupe la vallée du Brahmapoutre et correspond au Tibet utile. La vallée s'étend sur environ 1 000 km d'est en ouest, à 3 500 m d'altitude en moyenne. Dominée par l'arc himalayen qui culmine au mont Everest (8 850 m), elle est drainée par le haut Brahmapoutre (connu au Tibet sous le nom de Yarlung Zangbo).

Le Tibet constitue le principal réservoir hydrographique des grands fleuves du continent sud-asiatique. Le Brahmapoutre, dont le cours supérieur est entièrement situé au Tibet, est le fleuve le plus important du pays. L'Indus, le Gange et la Sutlej prennent leur source dans l'ouest du Tibet, la Salouen (Nu jiang) dans le centre, le Mékong, le Yang-tseu-kiang et le Huang he (ou fleuve Jaune) à l'est. Le plateau du Tibet est parsemé de nombreux lacs isolés aux eaux saumâtres, comme le Ngangla Ringco ou encore le Nam Tso (Tengri Nor), le plus grand lac du Tibet (2 000 km²). Ils sont alimentés par un écoulement endoréique.

Le Tibet se caractérise par un climat montagnard semi-aride. La moyenne des précipitations annuelles est seulement d'environ 381 mm. Mais ce chiffre ne reflète pas les disparités régionales ni la dureté des conditions bioclimatiques. Ainsi, le Changthang ne reçoit guère plus de 100 mm d'eau par an et la moyenne thermique annuelle y est de - 5 °C ; des vents violents soufflent toute l'année. De brutales chutes de température se produisent fréquemment après le coucher du soleil. En revanche, le sud du Tibet bénéficie de conditions très clémentes : il fait moins froid à Lhassa, à 3 630 m d'altitude, qu'à Pékin, au mois de janvier. La température moyenne du mois de janvier y est de - 1 °C et celle du mois de juillet de 17 °C. Les versants sud des vallées touchés par la mousson d'été peuvent recevoir plus de 1 000 mm d'eau en deux mois (juillet-août).

La couverture végétale du plateau tibétain se limite à des mousses, des lichens et, dans les régions méridionales, des armoises et des carex. La région du Chamdo est recouverte par une savane buissonneuse ; en revanche, les versants et les massifs atteints par la mousson portent des forêts où dominent des essences comme le pin, le cèdre, le chêne. La végétation du Cangbo est plus riche, de même que celle des vallées orientales où coulent le Brahmapoutre, l'Indus et la Sutlej. Cypress, peupliers, érables poussent dans ces vallées où l'on cultive également des arbres fruitiers comme les pommiers, les pêchers, les poiriers et les abricotiers.

La faune du Tibet présente une grande diversité. On rencontre dans les zones montagneuses des chevrotains, des moutons, des chèvres et des ânes sauvages, des yacks et des antilopes. Il existe également d'autres grands mammifères comme des léopards, des tigres, différentes espèces d'ours, des loups, des renards et des singes.

En 2003, la population du Tibet était officiellement estimée à 2 701 700 habitants. C'est la région la moins peuplée de Chine, avec une densité de 2 habitants au km². Le Tibet méridional regroupe les trois quarts de la population tibétaine, en raison de la relative douceur du climat. La seule grande ville est Lhassa (161 788 habitants), l'ancienne capitale politique du Tibet. La seconde ville du pays est Chigatse (Jih-k'a-tse).

La majorité de la population est formée par l'ethnie tibétaine. Toutefois, les Chinois forment une minorité de plus en plus importante en raison de la politique de colonisation et de sinisation imposée par le gouvernement chinois. Ils se concentrent dans les vallées du Tibet oriental. Il existe aujourd'hui une importante communauté de réfugiés tibétains au Népal, au Bhoutan et, surtout, en Inde. Ceux-ci ont fui le Tibet après l'insurrection de mars 1959 et sa violente répression par la Chine.

Les deux langues principales sont le tibétain et le chinois. Le tibétain, parlé par la majorité de la population tibétaine, appartient au groupe des langues sino-tibétaines. Le Tibet est la terre d'origine d'une forme particulière de bouddhisme, le lamaïsme. Le lamaïsme a adopté des éléments de la religion prébouddhique, issus du chamanisme. Malgré la répression opérée par les autorités chinoises depuis 1959, il est toujours pratiqué par la majorité des Tibétains. Leur chef spirituel, le dalaï-lama, vit en exil depuis 1959. Quelques minorités islamiques, chrétiennes et hindouistes sont également présentes au Tibet.

La culture tibétaine classique, essentiellement religieuse, a donné naissance à des formes artistiques originales comme les bannières peintes, les peintures murales (*thang-ka*) et les mandalas. Elle a hérité de toute la tradition du bouddhisme indien : les Tibétains ont compilé et conservé certaines des collections les plus complètes des sutras du Mahayana. Par ailleurs, le lamaïsme a donné naissance à un grand nombre de festivals religieux, de cérémonies et de fêtes traditionnelles. Une littérature profane, de moindre importance, s'est également développée.

La vie économique du Tibet reste centrée sur l'agriculture de subsistance et l'élevage. Les pâturages clairsemés du haut Tibet sont parcourus par les éleveurs nomades qui élèvent yacks, moutons, chameaux. Le yack, particulièrement bien adapté au climat, est un animal de bât et fournit du lait transformé en beurre que l'on consomme avec du thé. Dans les vallées, l'élevage transhumant pratiqué en été offre un complément aux activités agricoles. Les terres arables ne sont pas très étendues et sont concentrées dans les fonds de vallées humides. On y cultive de l'orge, consommé sous forme de farine grillée (*tsamba*), qui est la base de l'alimentation tibétaine, du blé, du seigle, des pommes de terre, et différents fruits et légumes. Le coton, le soja et le chanvre sont produits à des fins commerciales. Les Chinois cultivent également le riz et le maïs dans les vallées orientales. La houille fait l'objet d'une petite exploitation. L'artisanat est actif (tapis, orfèvrerie, etc.). Les activités industrielles se développent, notamment dans le domaine du textile ou de l'équipement électrique. Elles restent toutefois limitées.

Le Tibet ne dispose pas de chemin de fer, mais le réseau routier, pratiquement inexistant avant 1950, a été considérablement développé par les autorités chinoises, celles-ci cherchant, pour des raisons géostratégiques, à désenclaver le Tibet et à en rendre l'accès plus facile. Une grande route transtibétaine traverse le pays d'ouest en est. D'autres routes relient la région au Xinjiang, au Qinghai, et au Sichuan à l'est, et au Népal et à l'Inde au sud. Il existe plusieurs aéroports dont le plus important est celui de Lhassa.

Les commencements de l'histoire du Tibet sont mal connus. Il semble que le pays ait été divisé en principautés qui, à la fin du VI^e siècle, furent réunies sous l'autorité du roi Namri Songsten (570-619). Songtsen Gampo (610-649), son fils,

poursuit l'œuvre d'unification du pays et introduit le bouddhisme, la nouvelle doctrine permettant notamment à la royauté de se défaire du carcan de la religion Bön qui restreignait ses pouvoirs. C'est à cette époque qu'est fondée Lhassa avec son plus ancien sanctuaire bouddhiste, le Jokhang. Le VII^e siècle est marqué par une politique d'expansion guerrière et jalonné d'affrontements avec les populations frontalières de l'Inde, du Népal et de la Chine. C'est aussi l'époque où les caravanes empruntent la route de la Soie. En 763, sous le règne de Trisong Detsen (742-797), les forces tibétaines envahissent la Chine alors en proie à la rébellion d'An Lushan, et s'emparent, pour peu de temps, de la capitale Chang'an (l'actuelle Xi'an). Mais le nom de Trisong Detsen est aussi lié à celui du bouddhisme : c'est lui qui invite quelques-uns des plus grands maîtres bouddhistes indiens et chinois à enseigner la doctrine bouddhiste au Tibet. Parmi eux, Guru Rimpoche, le Précieux Maître Padmasambhava, venu de la vallée de Swat en Inde, qui est considéré comme le fondateur du bouddhisme tantrique tibétain.

Le royaume tibétain entre au IX^e siècle dans une période obscure. L'unité du pays se désagrège. Le bouddhisme ne connaît un nouvel élan qu'au XI^e siècle avec l'arrivée de nouveaux missionnaires venus d'Inde, dont le célèbre Atisa (982-1054) du monastère de Nalanda. Cette « seconde fondation » a des conséquences sur l'état politique et religieux du pays. La féodalité et la théocratie tibétaine se mettent en place vers cette époque. En même temps que la noblesse, les monastères bénéficient d'une puissance accrue, tant sur le plan séculier que religieux.

En 1240, des forces mongoles attaquent plusieurs monastères. En 1247, le grand lama Sakya pa gagne la sympathie de l'empereur mongol Godan qui le désigne comme vice-roi chargé des affaires séculières du Tibet. Sous les auspices de Kubilaï Khan, converti au bouddhisme par les Sakya pa, l'administration de la région est réorganisée.

Le Tibet reprend son indépendance après la chute de la dynastie Yuan en 1368. Des monastères rivaux tentent alors de s'emparer du pouvoir détenu par les lamas qui occupent les fonctions de vice-rois. Un gouvernement séculier est restauré pendant une brève période au XV^e siècle. Le bouddhisme tibétain bénéficie d'un nouvel essor grâce aux mesures prises par le moine réformateur Tsong-kha-pa (1357-1419), qui fonde l'ordre religieux des Gelugpa, plus connu sous le nom de l'école des « bonnets jaunes » ou école des « hommes vertueux ». En 1578, le prince mongol Altan accorde au troisième abbé des Gelugpa le titre de dalaï-lama du khanat mongol, titre qui assoit son autorité religieuse. Les décennies suivantes, royaumes, fiefs et monastères du Tibet se livrent une guérilla incessante. Vers 1642, l'alliance des Mongols et de la secte Gelugpa permet d'établir au Tibet un gouvernement théocratique, sous l'autorité des dalaï-lamas, qui subsistera jusqu'en 1959. Le cinquième dalaï-lama (1617-1682), grand érudit, homme politique au talent d'administrateur, rétablit la paix et l'unité. Il fait restaurer et construire de nombreux temples et commence l'édification du palais du Potala.

Au début du XVIII^e siècle, les Mongols et les empereurs de la dynastie Qing interviennent de nouveau dans la vie politique du Tibet quand le sixième dalaï-lama est accusé d'imposture puis déposé. Une guerre civile s'ensuit à laquelle la Chine met fin. En 1720, des troupes chinoises expulsent les Mongols et entrent dans Lhassa. Les empereurs Qing affirment leur souveraineté sur le pays, en laissant dans la capitale des représentants et une petite garnison. En 1750, le gouvernement du pays est de nouveau confié aux dalaï-lamas.

En 1788, pour des raisons économiques et territoriales, le Népal rompt les relations pacifiques qu'il entretenait avec le Tibet et lance les bataillons gorkhas contre les Tibétains. Gravement menacés, ces derniers ne doivent leur salut qu'à l'intervention des armées de l'empereur Qianlong qui oblige, quatre ans plus tard, les Gorkhas à signer la paix. Les Chinois en profitent pour resserrer leur contrôle sur le gouvernement tibétain. En outre, le clergé tibétain et le gouvernement impérial choisissent de fermer le pays aux étrangers. La dynastie Qing ne s'implique pas dans les guerres du Tibet contre le Ladakh en 1842 ni contre le Népal en 1858.

Le déclin de l'empire mandchou, affaibli par les révoltes paysannes et les guerres avec les puissances coloniales, a des répercussions sur le Tibet. En 1904, le Tibet, gouverné par le treizième dalaï-lama et pratiquement libéré de la suzeraineté chinoise, est envahi par les Britanniques. Ces derniers redoutent l'expansion russe en Asie centrale et craignent un rapprochement entre le tsar (qui compte des sujets bouddhistes) et le dalaï-lama. En 1906, le vice-roi des Indes, lord Curzon, signe à Pékin une convention bilatérale sino-britannique. Aux termes de cet accord, l'Empire chinois obtient la reconnaissance de sa souveraineté au Tibet. La convention prévoit également le paiement d'une forte indemnité aux Britanniques, qui retirent leurs troupes.

En 1907, les Britanniques et les Russes concluent un accord par lequel ils s'engagent à ne pas intervenir dans les affaires tibétaines.

L'accord sino-britannique incite la dynastie des Qing à envahir le Tibet en 1910, mais à la suite du renversement de celle-ci en 1911, le Tibet devient *de facto* indépendant. Les troupes et les autorités officielles chinoises sont expulsées du pays en 1913. L'année suivante, une conférence réunit à Simla des représentants des autorités britanniques, chinoises et tibétaines. Il en résulte une convention provisoire qui porte sur l'harmonisation de leurs relations mutuelles et en particulier sur la question des frontières. La convention prévoit également l'autonomie du Tibet extérieur et la souveraineté de la Chine sur le Tibet intérieur (c'est-à-dire les provinces orientales), avec lequel elle a une frontière commune. L'accord ne sera jamais ratifié par la Chine. En 1918, les relations entre le Tibet et la Chine se dégradent un peu plus et se transforment en conflit armé. Une trêve est conclue en septembre 1918 avec l'aide des Britanniques. Les efforts entrepris pour arriver à un accord n'ayant pas abouti, des combats éclatent à nouveau en 1931. Le treizième dalaï-lama continue à gouverner le Tibet comme un État indépendant en tentant de s'appuyer sur la Grande-Bretagne qui, malgré ses promesses, intervient peu.

En octobre 1950, soit un peu plus d'un an après la proclamation de la République populaire de Chine, l'Armée populaire de libération envahit le Tibet. Les troupes tibétaines sont submergées. Ni la Grande-Bretagne, ni l'Inde n'offrent leur aide. La plainte adressée aux Nations unies en novembre 1950 reste sans réponse. Le gouvernement tibétain signe, le 23 mai 1951, un traité qui réunit le Tibet à la Chine populaire en échange du maintien des droits de leur chef spirituel et du respect des monastères. Les unités militaires chinoises atteignent Lhassa en octobre 1951.

Les deux parties respectent un temps cette paix de compromis. Le dalaï-lama abolit la corvée et les dettes agraires, les Chinois redoublent d'efforts pour créer un réseau routier, construisent des aéroports dans différentes parties du Tibet ainsi que des routes militaires. En 1953, l'Inde reconnaît le rattachement du Tibet à la Chine et retire les garnisons qu'elle maintenait à la frontière tibétaine. Le dalaï-lama est élu vice-président du Congrès national du peuple, qui constitue l'assemblée législative chinoise. Aux termes d'un accord signé en avril 1955, l'Inde abandonne à la Chine le contrôle du réseau téléphonique, télégraphique et postal du Tibet.

Un comité est instauré en 1956 pour établir les bases d'une Constitution tibétaine. Le dalaï-lama est nommé président et le panchen-lama premier vice-président du pays.

Mais ces réformes entreprises à la hâte et l'idéologie marxiste heurtent un peuple de paysans et de moines, profondément religieux. En 1956, les Tibétains se soulèvent et mènent des actions de guérilla contre le régime chinois. Mao Zedong déclare quelques mois plus tard que « le Tibet n'est pas encore prêt pour l'établissement d'un régime communiste ». En 1958, d'importantes opérations de guérilla sont signalées à l'est du Tibet. Cette rébellion fait probablement suite aux tentatives d'instauration de communes populaires. Malgré l'annonce par les autorités chinoises du report de l'établissement des communes, l'extension du conflit armé ne peut être évitée.

Le 10 mars 1959, une révolte d'une grande ampleur éclate à Lhassa. Le jeune quatorzième dalaï-lama s'enfuit en Inde, où il est rejoint par la suite par près de 200 000 Tibétains. Les Chinois écrasent alors la révolte et nomment le panchen-lama à la tête de l'État. Les tribus khampas (soutenus par la CIA) poursuivent leurs opérations de guérilla à partir du Mustang un certain temps avant d'abandonner. On estime à 87 000 le nombre de Tibétains morts au cours du soulèvement. Le 21 octobre 1959 et le 9 mars 1961, l'assemblée générale des Nations unies approuve une résolution qui déplore la suppression des droits de l'homme au Tibet.

Les dizaines de milliers de Tibétains exilés s'installent pour la plupart en Inde et dans les royaumes himalayens du Népal et du Bhoutan. Le dalaï-lama établit un gouvernement en exil en Inde, à Dharamsala. Jusqu'en 1979, les gouvernements tibétain et chinois n'auront aucun contact. En 1965, le Tibet est découpé en plusieurs zones administratives : Région autonome du Tibet, Qinghai, le reste du Tibet étant réparti entre les provinces voisines du Yunnan, de Sichuan et de Ganta. Pékin annonce que de profondes transformations socialistes vont être entreprises. Pendant la révolution culturelle, les Gardes rouges intensifient les persécutions antireligieuses, dynamitent monastères et monuments bouddhistes, brûlent tous les écrits religieux, stérilisent les femmes tibétaines. On estime qu'un sixième de la population tibétaine, plus d'un million de personnes, a disparu depuis 1950. En 1978, 13 monastères sur 6000 demeuraient partiellement intacts.

Après la Révolution culturelle, la Chine décide d'assouplir progressivement sa politique à l'égard du Tibet. Le panchen-lama, démis de ses fonctions en 1964, retrouve sa place au sein du régime en 1978 et exhorte à plusieurs reprises le dalaï-lama à revenir dans son pays. En 1984, le gouvernement annonce la mise en place de réformes et le pays est ouvert au tourisme international. Certains monastères détruits par les Gardes rouges sont reconstruits et les grandes fêtes religieuses tolérées. Toutefois, toutes les ressources naturelles du pays sont exploitées au profit de la Chine. En octobre 1987 éclatent de violentes manifestations qui dénoncent l'oppression chinoise. La répression se traduit par des milliers d'exécutions ou d'emprisonnements accompagnés de tortures. L'attribution du prix Nobel de la Paix au quatorzième dalaï-lama Tenzin Gyatso en 1989, mal perçue par le gouvernement chinois, n'amène aucun changement de politique. En mai 1993, les autorités chinoises durcissent leur politique (suppression de la liberté d'opinion, stricte surveillance de la population, contrôle des activités religieuses et installation de colons chinois d'origine Han). En août 1993, des pourparlers ont lieu entre les autorités chinoises et les représentants du dalaï-lama, mais le *statu quo* demeure tandis que la résistance tibétaine reste vive. Malgré la volonté de négociation du dalaï-lama et la mort de Deng Xiaoping, les nouveaux dirigeants chinois restent sourds à toute résolution pacifique du problème tibétain.

Asie, continent du monde, regroupant 46 pays répartis sur six régions géographiques.

Constitué par l'Asie de l'Ouest, l'Asie centrale, le Proche-Orient, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est, le continent asiatique est délimité au nord par l'océan Arctique, à l'est par le détroit de Béring et l'océan Pacifique, au sud par l'océan Indien et au sud-ouest par la mer Rouge et la mer Méditerranée ; à l'ouest, la frontière entre l'Europe et l'Asie est située par convention aux montagnes de l'Oural, toutefois la masse des terres formée par l'Europe et l'Asie est appelée l'Eurasie.

Dans le sud-est de l'Asie, des archipels et des îles se succèdent vers l'est jusqu'en Océanie : ce sont les îles des Philippines et de l'Indonésie (Sumatra, Java, les Célèbes (Sulawesi), Bornéo et la Nouvelle-Guinée. Taïwan, les îles du Japon et de Sakhaline sont pour leur part situées dans le nord-est de l'Asie. Le Sri Lanka et des chapelets d'îles plus petites comme les Maldives, les îles Andaman et Nicobar se trouvent dans l'océan Indien.

Le continent asiatique couvre une superficie d'environ 32 millions de km² (c'est le plus grand continent du monde) et comptait (en 2004) une population d'environ 3,7 milliards d'habitants (c'est le continent le plus peuplé de la planète).

L'Asie s'étend du nord au sud depuis le cap Tchéliousskine (en Sibérie, Russie), au nord, jusqu'à l'extrémité méridionale de la péninsule de Malacca, au sud. Le continent a une largeur maximale d'environ 8 500 km d'ouest en est, du cap Baba (nord-ouest de la Turquie), à l'ouest, au cap Dejnev (nord-est de la Sibérie, Russie), à l'est. C'est en Asie que se trouvent le point le plus haut et le point le plus bas de la Terre (le mont Everest, 8 850 m au-dessus du niveau de la mer et la mer Morte, 390 m au-dessous du niveau de la mer).

Les régions intérieures de l'Asie sont constituées par des montagnes et des plateaux séparés par des bassins structuraux. Situé un peu au sud du centre géométrique de l'Asie, le cœur du continent se compose de l'Himalaya, des chaînes de montagnes voisines et du plateau tibétain. Autour de ce noyau central se trouvent quatre larges plateaux (la Sibérie, la Chine de l'Est, l'Inde du Sud et l'Arabie), de grands bassins structuraux, ainsi que des plaines traversées par des cours d'eau.

La théorie de la tectonique des plaques énonce que la surface de la Terre est formée de plusieurs vastes plaques continentales auxquelles correspond le même nombre de grandes plaques océaniques dont la plupart sont en mouvement. La plus grande d'entre elles est la plaque continentale eurasiennne. Elle est en partie composée de roches remontant à l'époque précambrienne (de la formation de la Terre, vers - 4,6 milliards à - 540 millions d'années), et constitue aujourd'hui le bouclier de l'Angara de la Sibérie orientale, une grande partie de l'Arabie et, en Inde, le Deccan.

Pendant la plus grande partie des périodes paléozoïque et mésozoïque (entre 570 et 65 millions d'années avant nous), l'intérieur de l'Eurasie était pour l'essentiel occupé par une mer immense, la Téthys ; cette mer a laissé d'importants dépôts sédimentaires. Il y a environ 30 millions d'années, le sous-continent indien, qui s'était détaché de l'Afrique du Sud-Est et avait dérivé vers le nord-est, commença à exercer une poussée sous la plaque continentale eurasiennne, créant ainsi une énorme dépression, qui fut plus tard remplie de sédiments pour former la plaine indo-gangétique. Le sous-continent indien exerça en même temps une énorme pression qui eut pour conséquence le phénomène suivant : la bordure sud de la plaque continentale de l'Eurasie se plissa en une succession de grandes chaînes de montagnes, dont la plus importante est l'Himalaya.

La théorie de la tectonique des plaques permet également d'expliquer deux autres phénomènes : d'une part, la formation des péninsules, des archipels et des chaînes de montagnes en forme d'arc et, d'autre part, l'activité volcanique et l'instabilité tectonique en Asie de l'Est et du Sud-Est. En Asie de l'Est, la plaque de l'océan Pacifique, qui se déplace vers l'ouest, exerce une très forte poussée sous le plateau continental eurasienn. Le Japon, Taïwan, les îles Kouriles, les îles Ryukyu et les Philippines résultent de l'action de ces forces. En Asie du Sud-Est, les mouvements relatifs des plaques de l'océan Indien et de l'océan Pacifique rendent la situation plus complexe ; ils expliquent également la présence en Asie du Sud-Est de hautes terres orientées nord-sud, et l'activité volcanique qui caractérise la majeure partie de l'archipel indonésien.

Le relief de l'Asie s'articule autour du haut plateau du Pamir, auquel on donne le nom de « toit du monde ». Cette région se situe au point de convergence de l'Inde, de la Chine, du Tadjikistan, du Pakistan et de l'Afghanistan. Plusieurs sommets dépassent les 6 000 m. Les montagnes du Pamir sont prolongées en un mouvement de spirale par l'Hindu Kush et par la chaîne de l'Elbourz, dans le nord de l'Iran. Au-delà s'étendent les chaînes du Caucase entre la mer Caspienne et la mer Noire, puis le Kuzey Anadolu Dağları (ou chaîne Pontique), le long de la mer Noire, en Turquie. Au sud-est s'élève le Haut Himalaya, qui est doublé vers le nord et le sud par des montagnes plus petites, mais néanmoins imposantes. Ces montagnes forment un arc de cercle impressionnant, orienté est-ouest, d'une longueur de 2 500 km ; de nombreux pics dépassent les 6 000 m, et quatorze sommets, dont le mont Everest, dépassent les 8 000 m. Au sud-est du Pamir se trouvent la chaîne du Karakorum et celles des monts Kunlun et de l'Altun shan. Cette suite de montagnes continue ensuite vers l'est en formant des ensembles moins élevés comme les Nan Ling (Nan shan), qui prennent le nom de Qin Ling dans le nord de la Chine. Ces montagnes marquent la limite entre les deux zones climatiques très différentes du nord et du sud de la Chine. L'Himalaya et les chaînes du Karakorum et des Kunlun sont séparées par le plateau tibétain, dont l'altitude se situe entre 3 600 et 4 500 m. À l'est du Pamir s'étend la grande chaîne des Tian shan, dont certains sommets dépassent les 6 000 m. Toutefois, les hauteurs atteintes ont tendance à diminuer à mesure que l'on s'approche des frontières de la Mongolie. Plus au nord-est, les monts de l'Altai s'avancent dans la république de Mongolie. Au-delà se trouvent les montagnes Saïan, les monts Iablonovyï et les monts Stanovoï, dans l'est de la Sibérie ; toutefois, les deux dernières chaînes ne font pas directement partie des hautes terres elles-mêmes.

Le cœur du massif montagneux est occupé dans sa partie septentrionale par plusieurs grands bassins structuraux. Le bassin chinois de Djoungarie est situé le plus au nord, entre les Tian shan et l'Altai. Au sud de cette région, entre les Tian shan et les chaînes du Karakorum et des Kunlun, s'étend le large bassin du Tarim, qui abrite l'un des plus grands déserts de moyenne altitude, le désert du Taklamakan. On trouve, enfin, le bassin de Qaidam (Tsaidam), enserré par les hautes montagnes des Kunlun et de l'Altun shan.

Il existe, par ailleurs, une grande variété de sols. Les forêts de la Sibérie possèdent un sol acide, qui est caractéristique de la toundra et de la taïga ; le permafrost se rencontre communément, et le réseau hydrographique est en général peu développé. On trouve ensuite les sols noirs des prairies, des steppes et des déserts, qui s'étendent en une large

bande depuis le nord de la Chine jusqu'à la mer Noire et l'Asie du Sud-Est. Les sols noirs des steppes sont parmi les plus fertiles de l'Asie. Ils sont communs au nord de la Chine centrale et au sud-ouest de la Sibérie. En Asie du Sud et de l'Est, les sols les plus fertiles sont formés par les alluvions déposées dans les vallées basses des grands fleuves comme l'Indus et le Gange. Ces sols constituent l'essentiel des terres qui sont cultivées de façon intensive. Dans les régions de basse latitude, on trouve des sols tropicaux, qui sont en général moins fertiles. Vers le nord, ces sols se chargent d'une quantité d'humus plus importante, qui augmente leur fertilité.

On pourrait comparer le cœur du massif montagneux de l'Asie à une gigantesque roue, dont les rayons sont formés par de grands cours d'eau qui s'écoulent dans toutes les directions. Sept d'entre eux figurent parmi les douze plus longs fleuves du monde. Prenant naissance au nord et au nord-est du massif, la Lena, l'Iénisseï et l'Ob se jettent dans l'océan Arctique. Ils ont auparavant traversé de larges plaines alluviales. Vers l'ouest, des rivières comme l'Ili, le Syr-Daria et l'Amou-Daria dévalent les pentes des Tian shan et du Pamir pour s'écouler dans des mers intérieures. Il s'agit en l'occurrence du lac Balkhach pour la rivière Ili, et de la mer d'Aral pour les deux autres rivières. Avec le Zeravchan et des rivières moins importantes au nord du Tibet, à l'ouest de la Chine, et au sud de la Mongolie, ces cours d'eau forment le grand bassin hydrographique de l'intérieur de l'Asie avec une superficie d'environ 10 millions de kilomètres carrés.

Dans les régions du sud, du sud-est et de l'est, les grands cours d'eau traversent de vastes terres basses. Du sud-ouest au nord-est, on trouve successivement l'Indus, le Gange, le Brahmapoutre, le Salouen, le Mékong, le Yang-tseu-kiang, le Huang he (fleuve Jaune) et l'Amour ; tous ces cours d'eau sont alimentés par les neiges ou les glaces, et ils prennent leur source soit en bordure, soit au cœur du massif montagneux.

Le climat du continent asiatique présente une aussi grande variété que sa végétation, qui passe de la forêt équatoriale humide à la toundra de l'Arctique. Pour l'essentiel, la partie septentrionale de l'Asie est dominée par le mouvement des masses d'air polaire du continent, qui circulent de l'ouest de la Sibérie vers le nord du Pacifique. Les hivers sont longs et rigoureux, et les étés courts et frais ; les précipitations annuelles sont faibles. Ce type de climat se retrouve également sur le plateau tibétain et sur les autres terres élevées. Le climat des régions intérieures est semi-aride, ou typique des déserts de moyenne altitude, avec des hivers rudes et des étés chauds ou très chauds ; la moyenne des précipitations annuelles est inférieure à 230 mm.

Dans les régions bordières du sud et de l'est du continent dominant les climats de mousson ; l'hiver, les mouvements d'air vont des froides régions intérieures orientales et méridionales vers les eaux océaniques, et l'été des océans vers les terres plus chaudes. En général, le climat des marges de l'Asie connaît des hivers froids et secs, et des étés chauds et humides, les précipitations étant surtout concentrées pendant les mois d'été. Le terme de mousson est appliqué habituellement à tous les climats de l'Asie du Sud et de l'Est, alors qu'il ne devrait caractériser réellement qu'une partie du sous-continent indien et de la Birmanie. Dans ces régions, les précipitations moyennes annuelles dépassent les 2 000 mm. Dans les autres régions du sud et de l'est de l'Asie, les pluies sont soit moins concentrées pendant l'été, soit réparties de façon égale sur toute l'année. Pour l'essentiel, l'Asie de l'Est est soumise à des courants d'air maritime qui sont amenés depuis l'ouest du Pacifique et prennent l'aspect de vents de mousson. Dans les endroits où les reliefs montagneux jouent un rôle, l'hiver est en général humide, comme c'est le cas de la côte orientale des Philippines, du Viêt Nam et de la Malaisie, et dans certaines parties du sud de l'Inde. Les régions côtières de l'Asie de l'Est peuvent également être touchées par des typhons meurtriers, qui trouvent leur origine à l'ouest du Pacifique, et dans la partie septentrionale de la mer de Chine méridionale.

Le climat de l'Asie du Sud-Ouest connaît un régime climatique différent, qui rappelle beaucoup celui d'une grande partie de la Méditerranée. Il est dominé par une ceinture de hautes pressions formées de masses d'air sec et relativement stable. Ces masses se déplacent lentement d'ouest en est, en apportant des pluies hivernales, avant

d'atteindre le nord de l'Inde. Les précipitations annuelles sont faibles et un climat de steppes semi-arides et de désert prédomine. Ce type de climat s'étend au nord-ouest de la péninsule indienne.

La végétation est d'une diversité extraordinaire étroitement liée à la variété des sols et des climats. À l'extrémité nord du continent, en Sibérie, une végétation de toundra et de taïga prédomine. La première est surtout formée de mousse et de lichens ; la seconde est constituée de grandes forêts de conifères, et plus précisément de mélèzes, de pins, de sapins et d'épicéas. Au sud de la taïga, on trouve de larges bandes de prairies orientées est-ouest, qui laissent la place, vers le sud, à un paysage désertique de plus en plus aride, où poussent surtout des broussailles. Ce type de végétation se retrouve sur les plateaux du centre et de la périphérie des zones montagneuses, ainsi que dans une grande partie de l'Asie du Sud-Ouest.

En Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est, la forêt tropicale humide prédomine dans les régions de très basse latitude, qui connaissent de fortes pluies pendant toute l'année. Il s'agit d'une forêt luxuriante, à feuilles persistantes, composée de nombreuses espèces d'arbres comme le teck, le jacquier, l'eucalyptus, le chêne et diverses espèces de bambous et de palmiers. Au nord de l'équateur s'étend une forêt tropicale plus ouverte, que l'on appelle souvent forêt de mousson. Celle-ci se transforme vers le nord en une forêt subtropicale, à feuilles persistantes, que l'on trouve par exemple dans le sud de la Chine et au Japon. Les régions de latitude moyenne se caractérisent par des forêts d'arbres à feuilles persistantes et d'arbres à feuilles caduques. Ces forêts sont remplacées en direction du nord par des forêts de conifères.

La faune asiatique présente une diversité comparable à celle des climats, des sols et de la végétation du continent. Les régions du nord sont riches en oiseaux et en animaux à fourrure comme l'ours brun, la loutre, le lynx, la zibeline, l'hermine et le loup. La steppe et les régions semi-arides abritent de nombreuses antilopes ainsi que des espèces d'animaux vivant dans des terriers comme le lièvre et le rat des champs. On trouve également des poissons d'eau douce sur tout le continent. Le lac Baïkal abrite une faune remarquable, même si une grave pollution industrielle menace de nombreuses espèces. Les hautes terres sont les territoires des moutons sauvages et des chèvres, et l'on trouve des yacks sauvages au Tibet. La faune devient plus rare dans les régions désertiques très chaudes de l'Asie du Sud-Ouest et du Sud, où le lion d'Asie est une espèce pratiquement éteinte. Toutefois, les chacals et les hyènes se rencontrent encore fréquemment dans certaines régions. Dans les zones plus humides de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, les siècles d'occupation humaine qui se sont traduits par le développement de l'habitat et de la chasse ont entraîné une diminution considérable de la faune. Cependant, les singes sont partout présents dans les régions du sud, et le tigre de l'Inde subsiste encore dans des territoires malheureusement limités de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Les oiseaux, les serpents, les lézards abondent, et différentes espèces de crocodiles sont très répandues. En Asie du Sud-Est, on trouve de grands singes comme le gibbon, et plus rarement l'orang-outang. De nombreuses espèces de cervidés et d'antilopes se rencontrent dans les régions moins peuplées comme Bornéo, qui abrite un grand nombre d'écureuils volants et de rats arboricoles. Certaines espèces présentent un intérêt particulier : c'est le cas du rhinocéros de l'Asie du Sud-Est, qui compte peu de spécimens, de l'éléphant d'Asie, du tapir, du fourmilier et du buffle sauvage de l'Inde et d'Asie du Sud-Est.

Les ressources minérales connues sont très importantes, et une grande partie du continent asiatique reste à prospecter ; c'est le cas du Tibet. La Sibérie, le nord de la Chine et le nord-est de l'Inde possèdent de riches gisements de houille, que l'on trouve également en quantités moins importantes dans d'autres régions. Les gisements de pétrole et de gaz naturel se concentrent surtout dans la région du golfe Persique, dans certaines parties de l'Indonésie, dans le nord et le centre de la Chine, sur les rives de la mer Caspienne, et dans les terres basses de l'ouest de la Sibérie. De grands gisements se trouvent également au large des côtes de Chine, d'Indonésie, de la Malaisie et de l'Inde de l'Ouest. Les gisements métalliques sont assez rares dans l'Asie du Sud-Ouest, en dehors de la Turquie, grand

producteur de chrome. On trouve dans d'autres régions du continent asiatique divers minerais métalliques en quantités importantes, en particulier en Chine et en Sibérie. La Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie sont très riches en étain, et l'Inde est bien pourvue en minerais de fer et de manganèse. Parmi les autres grandes ressources minérales figurent l'or, l'argent, l'uranium, le cuivre, le plomb et le zinc. On trouve des diamants, des saphirs et des rubis en Asie du Sud et du Sud-Est ; le sous-sol de la Sibérie recèle des pierres précieuses, et en particulier des diamants.

Les peuples asiatiques sont concentrés dans des zones peu étendues, principalement en Asie du Sud et de l'Est. La densité démographique est faible dans la plus grande partie de l'Asie du Sud-Ouest, et dans les régions nord et intérieures du continent. La Mongolie est, avec une densité inférieure à 2 habitants au km², le pays le moins peuplé au monde. La population de ces régions vit principalement dans des oasis situées près de cours d'eau, comme l'oasis de Tachkent, où le nombre d'habitants est très élevé. En Sibérie, les colonies sont surtout installées à proximité du Transsibérien et de ses lignes annexes. En Asie de l'Est et du Sud-Est, et dans la plus grande partie de l'Asie du Sud, les plaines situées près des cours d'eau sont très peuplées, avec des densités de population qui dépassent 4 000 habitants au km². Singapour est le pays le plus peuplé au monde avec une moyenne de 4 400 habitants au km². 90 p. 100 de la population chinoise, qui s'élève à 1 milliard 200 millions d'habitants, est concentré dans le tiers oriental du pays. Au Japon, pays très industrialisé, la plupart des habitants vivent dans de grandes villes situées dans des plaines étroites.

L'Asie de l'Est se définit par la civilisation chinoise et par les cultures qui furent influencées par la Chine, tout en conservant leurs propres langues. Il en est ainsi des Tibétains, des Mongols, des Coréens et des Japonais. L'Asie du Sud-Est présente une plus grande diversité, même si l'influence malaise est très forte dans la péninsule et dans les archipels. La partie continentale de l'Asie du Sud-Est est peuplée par les Birmans, les Thaïs, les Vietnamiens et les Khmers, et par quelques autres groupes ethnolinguistiques. Au nord de l'Asie du Sud, les populations parlent diverses langues indo-européennes apparentées à l'hindi, alors qu'au sud prédominent les langues dravidiennes des populations indigènes de la péninsule indienne. En Asie du Sud-Ouest, le persan (farsi), l'arabe, le turc et l'hébreu sont les langues les plus importantes, qui correspondent à des groupes spécifiques. Les langues altaïques sont répandues en Asie centrale et à l'ouest de la Chine, bien que le russe soit aujourd'hui la langue dominante de la Sibérie. *Voir aussi* langues indo-iraniennes ; langues malayo-polynésiennes ; langues sémitiques ; langues sino-tibétaines ; langues slaves.

La population totale du continent dépasse les 3 milliards 200 millions d'habitants. L'est de l'Asie compte à lui seul 1 milliard 300 millions d'habitants, le sud-est 450 millions, le sud 1 milliard, le sud-ouest 200 millions, et l'ancienne Asie soviétique au moins 100 millions. Avec une densité moyenne de 71 habitants au km², la population est toutefois très inégalement répartie.

La population asiatique est surtout rurale, même si l'urbanisation a progressé rapidement durant ces dernières décennies. Ainsi la population est principalement urbaine dans les pays suivants : Japon, Taïwan, Corée du Sud, Singapour, Hong Kong, Jordanie, Syrie, Israël, Iran, Irak, Arabie Saoudite, Koweït et Émirats arabes unis. Les Philippines et la Malaisie ont également des populations urbaines assez importantes. En dehors du monde chinois, et de certaines parties de l'Asie du Sud-Ouest et de l'Asie centrale, le développement des grandes villes est presque uniquement lié à la colonisation européenne qui a débuté au XVI^e siècle. On trouve ainsi, aux lisières de l'Asie du Sud et du Sud-Est, quelques grandes villes qui doivent leur importance actuelle à l'ancienne domination politique et économique des Européens : Karachi, Bombay, Colombo, Madras, Calcutta, Rangoun, Georgetown (Penang), Kuala Lumpur, Singapour, Jakarta, Surabaya, Manille, Hô Chi Minh-Ville (l'ancienne ville de Saïgon), Phnom-Penh et Hanoï. Bangkok n'est pas une ancienne cité coloniale, mais à beaucoup d'égards elle ressemble aux villes précédentes. Même en Chine, beaucoup de grandes villes côtières ont été fortement influencées par la présence européenne. Au

Japon, plus de 75 p. 100 de la population vit dans les villes. Dans les autres pays, le taux de la population urbaine se situe entre 20 et 40 p. 100. En Asie du Sud-Ouest et du Centre, les anciennes traditions liées à la construction des villes ont été renforcées par la culture musulmane et ont donné naissance à des villes comme Téhéran, Bagdad, Damas, Jérusalem et Istanbul. Les formes récentes de l'urbanisation sont manifestes dans des cités comme Tel-Aviv-Jaffa, Tachkent, Beyrouth et Ankara. Si dans certains pays de l'Asie du Sud-Ouest et du Centre, la population urbaine ne représente encore qu'un faible taux de l'ensemble des habitants, le continent asiatique compte déjà la moitié de la population urbaine mondiale, et cette croissance urbaine ira en s'accroissant, car les villes asiatiques progressent deux fois plus vite que le taux de la population mondiale.

Dans la plupart des pays, l'urbanisation est liée à l'augmentation rapide de la population et au développement de l'immigration. Chaque année, la population totale du continent asiatique progresse d'environ 1,8 p. 100. Le taux de croissance est beaucoup plus faible dans certains pays comme le Japon, la Chine, Taïwan et Singapour. Même si l'on prévoit une augmentation rapide et importante de la population en Asie, une explosion du nombre d'habitants reste très improbable, en raison des taux démographiques à la baisse en Chine, aux Philippines et en Inde. Toutefois, la population asiatique est jeune, ce qui signifie qu'elle aura tendance à augmenter dans un proche avenir.

L'Asie est le berceau des grandes religions du monde. Le judaïsme, le christianisme et l'islam sont nés en Asie du Sud-Ouest ; le bouddhisme et l'hindouisme ont leurs racines en Inde, et la Chine est la terre du culte des ancêtres et de ce qu'on appelle la religion chinoise, qui se compose d'éléments confucianistes et taoïstes. Malgré l'importance de son influence historique, à la fois directe et indirecte, le christianisme n'est pratiqué aujourd'hui que par un petit nombre d'Asiatiques (essentiellement aux Philippines et en Corée du Sud). Le bouddhisme est maintenant une religion minoritaire en Inde, qui est pourtant son pays d'origine. Il s'est toutefois développé sous deux formes bien distinctes dans les régions intérieures de l'Asie et de l'Asie du Sud-Est. Il constitue ainsi la religion principale de la Birmanie, de la Thaïlande, du Cambodge et du Laos sous la forme du theravada (voir bouddhisme). Le bouddhisme mahayana est également important au Japon, au Viêt Nam et en Chine. L'islam prédomine en Asie du Sud-Ouest et en Asie centrale, et il joue un rôle de premier plan en Asie du Sud, où le Pakistan et le Bangladesh sont en majorité musulmans. En Asie du Sud-Est, l'islam est la principale religion de l'Indonésie. Plusieurs villes de l'Asie du Sud-Ouest sont d'importants lieux de pèlerinage. C'est le cas de La Mecque, de Médine et de Jérusalem.

Une grande partie du continent est économiquement sous-développée. La majorité de la population asiatique est employée dans l'agriculture, caractérisée généralement par des taux de productivité et des rendements relativement bas. Seule une minorité de la population travaille dans l'industrie, mais l'intégration des centres urbains et des usines dans le secteur rural se produit difficilement sur le plan économique. Les transports nationaux et internationaux sont encore limités dans de nombreuses régions d'Asie, malgré leur récent développement.

La situation générale tend toutefois à se modifier rapidement. Le Japon est maintenant la deuxième puissance économique du monde, derrière les États-Unis. Taïwan, la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong ont été surnommés les quatre dragons, ou les quatre tigres, en raison de leur formidable dynamisme économique, qui s'appuie sur d'importants capitaux, mais aussi sur un coût de main-d'œuvre assez bas. Israël et, dans une moindre mesure, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, la Turquie et les États producteurs de pétrole d'Arabie se développent rapidement. Ces pays affichent en général des taux de croissance économique supérieurs à 5 p. 100 par an, ce qui les situe bien au-delà de leurs taux de croissance démographique. Les États d'Arabie ont particulièrement bien réussi, mais les richesses ont été moins bien réparties que dans les autres pays. Bénéficiant d'investissements étrangers d'une grande ampleur, d'une privatisation et d'une industrialisation importantes, la république populaire de Chine a connu le taux de croissance le plus rapide de l'Asie au début des années 1990. En 1992, l'économie chinoise a progressé d'environ 12 p. 100, même si le niveau des revenus individuels est resté relativement bas. Le Viêt Nam et le Laos, qui

sont deux des pays les plus pauvres d'Asie, sont également sur la voie du développement économique, et ils commencent à attirer d'importants capitaux étrangers.

La plus grande partie des terres asiatiques est infertile, et moins d'un tiers est cultivé. C'est en général le village plutôt que la ferme qui constitue l'unité de production. L'agriculture de l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est se caractérise par des petites propriétés établies sur des plaines alluviales, une grande concentration d'individus sur des surfaces limitées, une production essentiellement tournée vers l'économie de subsistance, un loyer de la terre élevé (sauf dans les pays communistes), une dépendance marquée à l'égard des céréales et des autres nourritures de base, et enfin l'emploi de techniques traditionnelles. Le riz est à la base de la nourriture en Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est. Il est en général cultivé sous des climats humides. En Asie du Sud et du Sud-Est, les rendements sont relativement bas, les systèmes d'irrigation contrôlés sont inégalement répartis, et les doubles récoltes sont rarement pratiquées. Toutefois, le développement des programmes d'irrigation en Inde et au Pakistan, ainsi que l'introduction depuis les années 1970 de variétés plus performantes, ont permis de stabiliser les taux de rendement annuels, et d'augmenter considérablement la production globale. Le Pakistan exporte désormais du riz. Le Japon a démontré qu'il était possible d'améliorer les taux de rendement du riz aquatique en introduisant des engrais et des variétés de riz performantes, en mettant en place un système d'irrigation adapté, et en supprimant le système féodal de la propriété foncière dans une agriculture toujours fondée sur l'existence de petites fermes.

Depuis la fin des années 1960 (qui correspondent à ce que l'on a appelé la Révolution verte), de nouvelles variétés performantes de riz aquatique furent très utilisées dans beaucoup de régions de l'Asie du Sud-Est. Il en résulta une augmentation de la production, toutefois légèrement décevante par rapport aux prévisions. Le rendement moyen en Inde, en Thaïlande et en Birmanie ne représente qu'un tiers du rendement japonais. Dans certaines régions de l'Inde, les récoltes de blé ont largement bénéficié de l'introduction de variétés très performantes, qui avaient auparavant été testées au Mexique. Le blé est ainsi devenu la deuxième culture de l'Inde.

Les grands domaines agricoles situés à des latitudes plus basses s'opposent nettement à l'économie de subsistance qui prédomine dans les régions avoisinantes. On trouve ainsi des cultures commerciales destinées à l'exportation, qui portent par exemple sur le caoutchouc, l'huile de palmier, la noix de coco, le thé, les pamplemousses et la fibre d'abaca. Il faut remonter à la période coloniale en Asie du Sud et du Sud-Est pour trouver l'origine de ces grands domaines dont beaucoup sont restés la propriété d'intérêts étrangers, qui exercent également un contrôle sur la production. Ces mêmes cultures commerciales sont produites en grandes quantités sur de petites propriétés.

En Asie de l'Est, l'agriculture est fondée sur la culture du riz en rizières inondées jusqu'à une latitude d'environ 35° nord en Chine et d'environ 40° nord dans les autres régions. Les rendements sont élevés, comparés à ceux de l'Asie du Sud-Est ; les doubles récoltes sont couramment pratiquées, l'irrigation est très contrôlée et l'usage des engrais est répandu, en particulier au Japon. Au nord du fleuve Huai he, en Chine, le riz est remplacé par le blé et par des céréales de terres sèches, comme le sorgho et le maïs, cultivés sous forme intensive qui caractérise l'agriculture chinoise. Jusqu'à une date récente, la population rurale chinoise était rassemblée en communes, qui désignaient de grandes entités de commandement. Toutefois, c'est à l'échelle du village que la culture était organisée dans la commune. Dans la mesure du possible, on pratique l'élevage du porc, de la volaille, du poisson (dans des étangs) à la fois au nord et au sud du fleuve Huai he, mais l'industrie laitière et l'élevage des bovins sont répandus seulement au Japon et en Corée.

Dans les régions moins humides de l'intérieur de l'Asie, on pratique la culture sèche de céréales. Cependant, l'élevage est prédominant ; il concerne en particulier les bovins, les moutons et les chevaux. Dans les oasis de l'Asie centrale, l'agriculture bénéficie d'une irrigation importante. La culture sèche de céréales, l'élevage de troupeaux par des